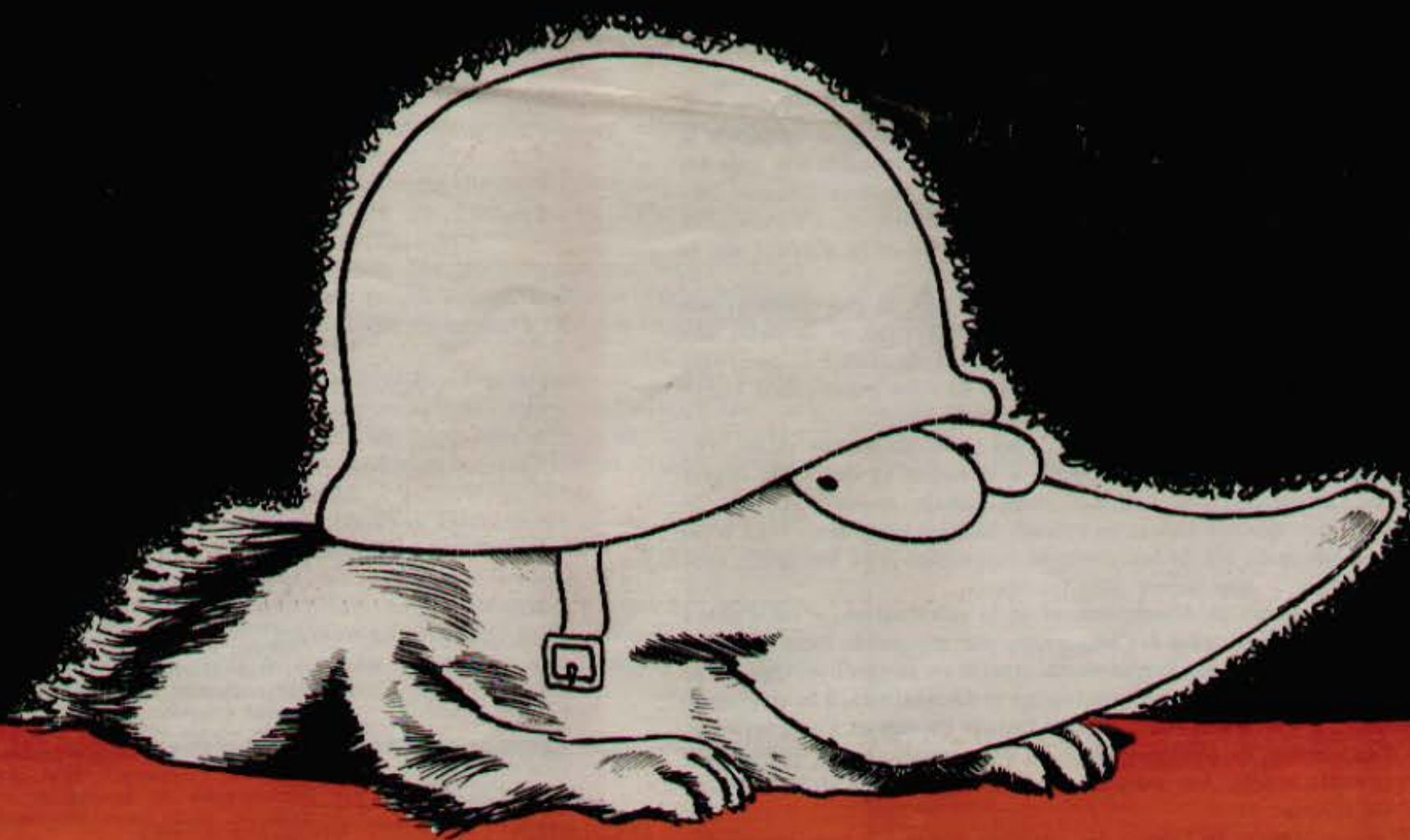


rouge

hebdomadaire d'action communiste

APPEL DES CENT

**MILLE SOLDATS
EXIGENT :**



- Le libre choix de la date d'incorporation
- Le droit pour les engagés de résilier leur contrat
- La suppression des brimades et des incorporations hors des frontières

- Une solde égale au SMIG
- La liberté d'expression, d'information et d'organisation dans les casernes
- L'abolition des tribunaux militaires

LES VOIX DE SON MAITRE...

Il y a eu une campagne de presse au finish, des rumeurs savamment distillées : la privatisation était tenue mardi pour quasi certaine.

Et puis, mercredi, le conseil des ministres, magnanime, n'a adopté qu'une réforme modérée en comparaison avec le grand frisson qui venait de parcourir l'échine des personnels de l'ORTF.

Le gouvernement Giscard-Chirac devient expert dans ce genre de manœuvres. Déjà, à la veille du plan Fourcade, il avait laissé filtrer les plus sombres projets, afin que la pilule finale paraisse plus dorée, le fardeau moins lourd que prévu.

Le stratagème s'étale d'ailleurs ouvertement dans le communiqué officiel du conseil des ministres. La réorganisation de l'Office « aurait pu être recherchée dans la voie de la privatisation d'une ou plusieurs chaînes ». C'est un coup de semonce : les défenseurs du monopole devraient donc s'en tenir pour satisfaits. « Le gouvernement a préféré donner au service public de la radio télévision une nouvelle chance ». C'est un appel à la gratitude et un chantage même pas discret : que le personnel se montre raisonnable, ne cessent les grèves et l'agitation et que les syndicats y veillent...

Derrière ce bavardage de maîtres-chanteurs, restent les décisions concrètes : le démantèlement. La privatisation suivra, chaque chose en son temps, pensent les gouvernants.

En effet, les mesures prises tendent à l'application du projet Griotteray-Le Tac, mettant à profit les scandales de la publicité clandestine pour faire passer la loi sur l'ORTF de juin 72. Le rapport Griotteray-Le Tac prônant la création d'une « haute autorité ayant seule qualité pour gérer le patrimoine audiovisuel ». Cette autorité devant s'affirmer comme « l'instrument de contrôle juridique et technique de l'irrésistible expansion des nouvelles techniques dans lesquelles le secteur privé aura sa part ! » En clair : l'Etat peut conserver le monopole de diffusion pourvu que, l'infrastructure ayant été installée aux frais des deniers publics, les Floirat, Bleustein-Blanchet et autres Baudoin pourront empocher de juteux profits sur la production des émissions. D'ailleurs, « l'irrésistible expansion des techniques nouvelles » pousse dans ce sens... On n'arrête pas le progrès.

Aujourd'hui, s'attelant avec ardeur au démantèlement, le gouvernement nous tient un même langage : il s'agit « d'organiser la télévision et la radio des années 80, à la mesure de nos exigences de culture et de liberté et en tenant compte de l'évolution prévisible des techniques ». Et cette organisation « doit reposer sur la compétition entre des unités autonomes ».

Face à l'offensive gouvernementale de 72, les partis de gauche et les syndicats répondaient qu'il fallait rendre l'ORTF à la nation au lieu de la brader aux banquiers. Comme si « la nation » avait jamais possédé et contrôlé l'ORTF ! A condition que par nation, on entende bien les travailleurs ! Là n'est pas le problème : monopole d'Etat bourgeois, ou instrument privé bourgeois, nous n'avons pas à choisir à quel poison être intoxiqués.

Si nous sommes contre le démantèlement et la privatisation, c'est d'abord parce qu'ils signifient une division des personnels, une attaque de leurs acquis et de leurs conditions de travail, des licenciements massifs en perspective. Quant à la qualité des programmes, au manque d'imagination et de créativité, à la médiocrité et à l'insignifiance, il y sera seulement remédié lorsque les masses s'approprièrent l'instrument d'expression, de communication, de démocratie ouvrière que peuvent être les moyens audio-visuels. Aux antipodes de la télé centralisée, de la télé-Guy Lux, de la télé-Giscard.

Ultime dérision, le texte du Conseil des ministres donne à la troisième chaîne une fonction originale. Elle sera la « chaîne de la libre parole ». Par opposition aux deux autres qui resteront les chaînes de la voix de son maître ? Une télé à poigne plus un appendice faussement démocratique : c'est bien dans le style du régime.

● A l'invitation de la LCI, notre camarade J. Valier a fait au Portugal une série de meetings-débats.

2 meetings à la Maison des Colonies de Lisbonne, sur « Impérialisme et révolution permanente » et « Le socialisme que nous voulons ».

Le vendredi 28 juin, un meeting à l'Université d'économie, sur « crise du capitalisme et actualité de la révolution prolétarienne ».

Le samedi 29 juin, un meeting à l'Université de Porto sur « Impérialisme et révolution permanente ».

Ces meetings, suivis par des assemblées importantes, ont donné lieu à de très intéressants débats, que ce soit sur la stratégie politique à mettre en œuvre dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les politiques des partis communistes européens ou la politique actuelle de la direction chinoise.

VIENT DE PARAITRE

brohm, touvais,
pellegrini, frank
IV^e Internationale

Le gaullisme, et après ? Etat fort et fascisation

Le gaullisme était un régime « bonapartiste ». Nature et limites du bonapartisme. L'Etat fort. Quelles sont les tendances de l'après-gaullisme ?

François Maspéro
Poche Rouge, 9, 60 F

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 11 juin 1974, plusieurs personnalités ont constitué un Comité de défense des droits de l'homme en Haïti, dont la première activité a été d'écrire une lettre ouverte à l'ambassadeur d'Haïti en France. Ce matin, 27 juin, à 11 heures 45, une délégation composée de M^{rs} Georges Paul Langevin, avocate à la Cour, Albert-Paul Lentin et Gisèle Reboul, journalistes, d'Yvonne Farny conseillère à l'éducation et accompagnée du R.P. Maurice Barth et du pasteur Marcel Henriot et du photographe de presse Elie Kagan, s'est rendue à l'Ambassade d'Haïti. Au moment où elle s'appretait à remettre à l'Ambassadeur la lettre ouverte protestant contre la violation des droits de l'homme en Haïti, le Consul Général interdit au journaliste reporter de prendre des photos et l'Ambassadeur fit brutalement irruption, révoquer à la main et donna « trois minutes » à la délégation pour évacuer les lieux. L'ambassadeur a arraché l'appareil des mains du photographe de presse et a pris la pellicule, après avoir endommagé l'appareil.

La lettre ouverte a été remise à un membre du personnel de l'Ambassade.

La plus grande partie de la délégation devait être ensuite retenue pendant trois heures au commissariat central du XVII^e arrondissement.

Le Comité se réserve de donner à cette affaire toutes suites qu'il jugera opportunes.

Le Comité de défense des droits de l'homme en Haïti.



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....

tarif des abonnements				
	la france		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS



L'ACCORD C.G.T. - C.F.D.T.

l'unité dans l'ordre

Les directions confédérales de la CGT et de la CFDT ont signé le 26 juin une déclaration commune qui s'inscrit dans le prolongement du pacte de janvier 66, reconduit en 70. Cet accord s'inscrit directement dans la nouvelle situation politique créée par les élections. « La nouvelle situation créée par l'avancée considérable de la gauche unie démontre qu'il est désormais possible de parvenir à un rassemblement majoritaire des forces populaires pour des changements véritables », ainsi débute la déclaration, qui se poursuit par une plate-forme des revendications communes aux deux centrales, à commencer par le SMIC à 1300 F pour 40 heures.

« DES COMITÉS ANTISYNDICAUX IRRESPONSABLES »

Mais les parties les plus intéressantes du texte sont celles qui traitent de la tactique des luttes et des rapports unitaires.

Sur le premier point, il est d'abord souligné que « les revendications de catégories, de services ou d'ateliers donnent légitimement lieu à des actions particulières en utilisant les formes les plus variées et les plus efficaces, en mesurant les risques d'isolement et de division, notamment dans le cas de grèves illimitées ». Il s'agit donc d'une mise en garde en bonne et due forme contre les grèves bouchons où s'étaient illustrés l'an passé des secteurs combattifs de la classe ouvrière, que ce soient les OS de Renault au printemps, ou les carreleurs

des houillères à l'automne. Il s'agit en outre d'une thèse chère à la direction cégétiste qui avait à l'époque violemment critiqué la direction et plus encore les sections locales CFDT pour leur complaisance envers des actions qualifiées de minoritaires.

Le ton du texte du 26 juin est d'autant plus clair qu'on lit ensuite : « Une telle pratique rejette toute intervention extérieure au mouvement syndical dans la conduite des luttes. Elle refuse toute manipulation des délibérations collectives et récuse les comités anti-syndicaux irresponsables ». Ici sont visés d'abord les comités de soutien aux grèves et aux luttes ouvrières dont la pratique s'est développée tout au long des dernières années, jouant parfois un rôle spectaculaire dans le soutien matériel et financier et dans la popularisation des

luttes. Le cas le plus connu est celui du comité de soutien au Joint Français qui avait contribué à étendre la solidarité dans toute la Bretagne, à y entraîner le mouvement paysan. Contrairement à ce que suggère le texte, ces comités de soutien (auxquels ont la plupart du temps participé, outre les groupes d'extrême-gauche, des unions locales CFDT, le PSU, les sections locales du PS, les syndicats enseignants et parfois les sections et UL-CGT) n'ont jamais cherché à se substituer aux intersyndicales ou aux comités de grève dans la conduite des luttes. Ils veillent seulement à ce que les luttes ne s'enlisent pas dans l'isolement et l'indifférence auxquels les abandonne le silence des bureaucraties syndicales.

Plus grave encore est l'attaque contre la « manipulation des délibérations collectives ». On y dénonce et « récuse les comités anti-syndicaux irresponsables ». Comme la menace reste vague, l'expression allusive, et qu'on ne donne pas d'exemple précis, il apparaît nécessaire de demander : « Le comité de grève des banques, composé de représentants élus et révocables dans les centres, fait-il partie des comités anti-syndicaux irresponsables ? Le CA de Lip, composé pour la plupart par des militants syndiqués combattifs,

fait-il partie des comités anti-syndicaux irresponsables ? ». Le texte n'ose pas attaquer de front ces expériences et les instruments de lutte dont se sont démocratiquement dotés les travailleurs. Toutefois, les bureaucrates syndicaux s'entendent ainsi à condamner toute forme de représentation plus large que le syndicat et à subordonner dans la lutte la démocra

Toutefois, les bureaucrates syndicaux s'entendent ainsi à condamner toute forme de représentation plus large que le syndicat et à refuser de subordonner dans la lutte la démocratie syndicale à la démocratie ouvrière.

ET LA FUSION SYNDICALE ?

Commentant pour la V.O. l'accord du 26 juin, Séguy souligne : « Jamais nous n'étions allés si loin ensemble ; jamais nous n'avions exprimé en si peu de mots tant d'idées fondamentales communes ». Le texte lui-même insiste sur le fait que la bataille des présidentielles a montré la possibilité de « convergences durables ». Les confédérations souhaitent « que l'évolution de leurs rapports positifs s'accroisse ».

Le document poursuit : « En même temps des rapprochements substantiels sur des questions fondamentales sont de nature à donner une qualité plus grande à l'unité d'action entre les deux centrales ».

Alors que dans une interview au journal patronal « Entreprise », Séguy rappelait il y a une semaine que la CGT a toujours été favorable à la fusion syndicale, conformément au principe « une seule classe, un seul syndicat », on pourrait s'étonner à juste titre de voir que l'idée en est absente dans le document commun. Alors que l'existence de « convergences durables » et « la qualité plus grande de l'unité d'action » en mettent la perspective à l'ordre du jour, conformément à l'aspiration unitaire des travailleurs. Puisqu'il n'y a plus de divergences de fond, ni sur la stratégie ni sur la tactique des luttes, on imagine que l'existence d'une centrale syndicale unique surmontant les divisions multiplierait les effectifs des travailleurs syndiqués (ils augmenteraient de 100 %, disait encore Séguy dans « Entreprise »). Quant à « l'originalité » des deux organisations dont il est fait mention, elle ne justifie pas la séparation : on ne reste pas divisé par souci d'originalité et quand il en va de l'intérêt des travailleurs. Cette originalité pourrait fort bien trouver à s'exprimer dans un syndicat unique et démocratique, reconnaissant le droit de tendance.

En fait, la dénonciation des « comités anti-syndicaux irresponsables » et le renforcement de l'unité d'action sans perspective de fusion syndicale donnent au texte un même éclairage. Il apporte une réponse aux aspirations unitaires et à la combativité des travailleurs au lendemain des présidentielles tout en réaffirmant la détermination des bureaucrates à contrôler le mouvement et à ne souffrir aucun débordement. Car pour eux l'horizon n'est pas celui d'une victoire par la lutte, mais celui d'élections législatives anticipées dans lesquelles la gauche aurait d'autant plus de chances qu'elle aurait prouvé son aptitude à contrôler la classe ouvrière.

QUI SE RESSEMBLE, S'ASSEMBLE

■ Alors que la plupart des hauts fonctionnaires de Pinochet viennent de démissionner, ce dernier a procédé à des nominations. La plus notable est celle de Walter Rauff. Placé à la tête des services de renseignements chiliens, celui-ci est un ancien colonel SS, responsable en 42 des chambres à gaz ambulantes. On lui attribue la responsabilité du massacre de cent mille juifs en Pologne, Yougoslavie et Ukraine.

Ce furent aussi d'anciens nazis qui avant l'arrivée des spécialistes brésiliens, menèrent les interrogatoires des détenus juste après le putsch de septembre.

Les estimations officielles donnent une

inflation, d'ici à décembre, de 300 %. Pinochet, incapable de résoudre la crise, renforce son appareil de répression grâce à l'appui de ses amis politiques en l'occurrence : les nazis.

STAGES D'ETE : INSCRIPTIONS ENCORE POSSIBLES

■ Parmi les nombreux stages d'été qu'organise le FCR, plusieurs sont ouverts aux sympathisants, notamment pendant le mois de juillet.

Ce sont des stages de formation marxiste élémentaire : ils traitent simplement de sujets comme : la révolution russe, le stalinisme, juin 36, le Chili, l'Union de la Gauche,

éléments d'économie marxiste, la lutte des femmes, l'activité antimilitariste, les luttes ouvrières, stratégie révolutionnaire et théorie de l'organisation, l'Internationale, etc...

Les deux premiers stages sont ouverts aux lycéens : le premier débute vendredi 5 juillet à 18 h et se termine vendredi 12 juillet à 17 h tandis que le second se tient entre le 12 et le 19 juillet. Lycéens, lecteurs de Rouge, inscrivez-vous, il n'est pas trop tard, il y a de la place... Téléphonnez ou écrivez d'urgence à « Rouge » où les renseignements sont à votre disposition pour votre participation.

Le 3^e stage est réservé à tous nos lecteurs, sympathisants qui se

trouvent dans des petites villes où nous sommes trop faibles pour avoir une activité régulière. Il est ouvert à tous ceux qui n'ont jamais eu l'occasion de participer à des écoles de formation ou à des discussions suivies avec nos militants. Quel que soit l'endroit où vous vous trouvez, que vous soyez « en contact » avec nos cellules et sections, ou que vous soyez seulement abonnés au journal, venez donc à ce stage : du 19 au 26 juillet. Inscrivez-vous à l'adresse de « Rouge » et vous recevrez toutes les indications pour venir au stage. Accompagnez votre inscription d'un versement de 50 F d'arrhes en chèque et d'une enveloppe timbrée à votre adresse de vacances.



Kagan

LES FONDEURS REFUSENT DE FAIRE LES SINGES DEVANT LES TUYERES

Usinor Dunkerque... 1 mort tous les deux mois, 72 depuis 12 ans.

Le 2 juin encore, au haut-fourneau N° 4 se produit une explosion de coke en fusion. Jean-Claude Delalleau est tué, 5 autres travailleurs grièvement brûlés.

Les 5 et 6 juin, les travailleurs font 32 heures de grève en signe de deuil. Pour les hauts fourneaux, il n'y a pas de fatalité, pas de malveillance ni de négligence, il n'y a qu'un seul responsable : le patron d'Usinor. Aussi refusent-ils de se battre pour une simple prime de risque, « la vie humaine ne se monnaye pas ».

C'est la sécurité réelle qui est exigée et, en réponse au lock-out de la direction, ils se battent pour :

— des procédés de sécurité permettant d'éliminer les risques existant : qu'Usinor les installe !

— le 2 juin, il y avait 12 fondeurs au lieu de 20 : qu'Usinor embauche ! Pour que les salaires soient au niveau de la Sollac : 400 F d'augmentation pour tous les hauts fourneaux ! Une 5ème équipe tout de suite. Formation préalable assurée.

— suppression des déclassements occasionnant des pertes de salaires

— retraite à 55 ans pour les feux continus

— paiement intégral du lock-out.

Le 18 juin, 73ème mort. Sebbane fait une chute alors qu'il travaillait à l'entretien du haut fourneau 1. L'oraison funèbre de la direction, la voilà : « Sebbane faisait le singe sur le HF 1 ». La direction répond aux revendications et à la fermeté des grévistes par des miettes. En se montrant intransigeante, elle croit briser cette lutte qui lui fera perdre pourtant 400.000 tonnes d'acier et qui donne des sueurs froides au ministre du Travail.

Le 12 juin, ses premières propositions en 14 mesures sont dérisoires : des consignes de sécurité (histoire de pouvoir faire retomber les responsabilités des futurs accidents sur les travailleurs), la création de commissions, l'embauche de 28 fondeurs et de vagues propositions sur l'étude d'un outillage permettant d'améliorer le changement des tuyères.

Le 17 juin, la direction riposte à la décision des grévistes du 13 de continuer la lutte par une lettre leur annonçant la reprise du travail pour le lendemain au nom de « consignes de sécurité renforcées » et l'indemnisation à 50 % du lock-out, récupérable « sauf si les objectifs de production étaient atteints ». Mais le 18, les hauts fourneaux refusent de retourner au trou de la mort et l'accident mortel de Sebbane durcit l'atmosphère, les lock-outés sont solidaires des hauts fourneaux.

Le jeudi 20, ce sont de nouvelles propositions de la direction (cf. Rouge précédent) à condition que la reprise ait lieu le vendredi au poste de 5 heures. Et quand les syndicats appellent au vote le lundi, nouvelle entourloupette de la direction qui retire ses propositions.

Ce durcissement de la direction comme de la CGT ne pouvait cependant durer : Usinor perdait trop d'argent dans cette lutte (près de 30 milliards de francs de chiffre d'affaires) et la CGT ne cachait plus sa hâte de voir le travail reprendre. Aussi le 26 lorsque la direc-

tion propose à peu près les mêmes conditions de reprise, l'indemnisation du lock-out étant portée à 60 F par jour (mais avec 40 F récupérables sur 4 mois si les objectifs de production ne sont pas atteints), une prime de 70 F par mois pour « travaux spéciaux » et une prime de reprise de 100 F pour les hauts fourneaux, la CGT publie-t-elle aussitôt un communiqué qui fait le gros titre de « Liberté » (journal régional du PCF) du 27 : « Les conditions ont évolué depuis le début du conflit ».

Au meeting du 27, les positions syndicales sont claires et divergentes : la CGT appelle les hauts fourneaux à reprendre, la CFDT les appelle à continuer. Par 39 voix sur 69 présents, les hauts fourneaux refusent la reprise.

Aussitôt, la CGT refuse de reconnaître la validité d'un « vote minoritaire » et décide d'organiser un deuxième vote : avec FO et la direction est organisée la convocation de l'ensemble des hauts fourneaux (272) pour le lendemain et le vote donnera cette fois : 95 pour la reprise, 69 pour la poursuite de la lutte.

QUELLES LECONS SUR LA CONDUITE DE LA LUTTE ?

LA CGT

Tous ses tracts exprimaient un soutien de principe total à la lutte des hauts fourneaux. En fait, la CGT s'est

adaptée dès le départ aux revendications avancées par la CFDT en constatant qu'elles étaient reprises par les travailleurs. Cela devait par exemple la conduire à abandonner très vite la revendication de prime de risque au profit de celle de garantie de la sécurité.

Mais, dans la pratique, son soutien fut assez limité. Très peu de tracts distribués en comparaison de la CFDT, participation de plus en plus faible aux discussions de reprise de poste et, dans les négociations, volonté évidente d'en finir au plus vite avec une lutte qu'elle ne dirigeait pas et qui, de plus, se déroulait hors des dates prévues. La façon dont elle a organisé le vote de reprise montre assez cette détermination qui, jusqu'à ce moment-là, n'avait pu s'exprimer que très prudemment pour ne pas heurter de front les travailleurs en lutte : la CGT était, avant la lutte, seule présente parmi les fondeurs.

LA CFDT

C'est elle qui a réellement organisé et dirigé la lutte. C'est néanmoins à cause de ses erreurs que les hauts fourneaux ont dû reprendre le travail sans garanties sérieuses de sécurité. La première et lourde erreur a concerné la très faible utilisation qu'elle a su faire des documents qu'elle possédait et qui prouvaient l'existence d'un matériel qu'Usinor connaissait, qui garantissait contre les accidents tels que ceux du 2 juin. Sa seconde erreur a été de ne pas avancer de revendications concrètes en attendant l'installation du matériel : il ne suffit pas d'un soutien de principe total aux fondeurs, si on ne leur offre pas de perspectives précises de lutte et si on ignore les lock-outés.

Enfin, il aura manqué l'organisation d'un soutien efficace à la fois sur l'ensemble du trust (ce qui aurait coûté très cher à Usinor dans la conjoncture actuelle) et sur la ville. Sur le trust, quelques grèves de solidarité ont bien eu lieu, notamment à Denain, mais aucun mouvement d'ensemble n'était prévu avant le 28 juin... jour de la reprise. Sur la ville, la solidarité s'était limitée à quelques tracts sur les entreprises de la métallurgie et à envisager une grève de solidarité... au début de juillet. Ces carences sont aussi le résultat de la faiblesse des militants révolutionnaires.

La lutte des fondeurs de Dunkerque reste néanmoins un exemple de détermination : les problèmes ne sont pas réglés, mais la direction ne pourra pas faire reprendre sans rien changer aux conditions de sécurité et de travail.

le 1er juillet 74
Correspondant

LES FEUX CONTINUS A USINOR DUNKERQUE

Le régime des feux continus à Usinor Dunkerque consiste à travailler 7 jours de suite de 21 h à 5 h du matin ; 2 jours de repos ; puis 7 jours de 13 h à 21 h ; 2 jours de repos ; 7 jours de 5 h à 13 h ; 3 jours de repos et le cycle recommence. Cela fait 56 h de travail sur 7 jours consécutifs, il y a toujours 3 équipes au travail sur un des trois postes (nuit, après-midi, matin) et une équipe au repos. Cela fait qu'un travailleur en feux continus n'est en congé qu'un dimanche sur quatre par exemple.

Les méfaits du régime des feux continus sont bien connus : troubles du sommeil, troubles nerveux, difficultés de vie familiale et sociale, notamment, ont été démontrés dans de nombreuses études officielles. Cela n'empêche pas que non seulement aucune recherche n'est entreprise pour transformer les opérations pour lesquelles les techniques actuelles

imposent une production continue (c'est le cas des hauts fourneaux) en opérations qui puissent suivre un cycle adapté aux besoins physiologiques et sociaux des travailleurs. Mais, de plus, le régime est de plus en plus étendu à des opérations pour lesquelles aucune contrainte technique ne l'impose, parce que cela permet de rentabiliser considérablement les investissements : le capitalisme n'a qu'un critère : le profit !

Les aciéristes d'Usinor Dunkerque ont déjà fait pendant 20 semaines la grève des dimanches après-midi l'an dernier pour obtenir le congé du dimanche après-midi. Les hauts fourneaux exigeaient cette fois, notamment parce que les conditions de travail sont liées aux conditions de sécurité, l'embauche d'une cinquième équipe permettant de ne faire que 40 h entre les jours de repos au lieu de 56 heures.

LE TROU DE LA MORT

La fusion dans un haut-fourneau est activée par un vent chaud amené à l'intérieur du four par des tuyères. Ces tuyères s'encrassent, s'abîment et doivent être changées souvent. En général, à Usinor Dunkerque, on attend qu'elles soient complètement hors d'usage pour les changer. Lors du changement d'une tuyère, les fondeurs restent placés en face de l'ouverture provoquée par l'enlèvement de la tuyère pendant toute la durée de l'opération. Leur seule protection : un bouchon d'argile placé au fond de l'ouverture. C'est

cette ouverture sur l'intérieur du four que les fondeurs ont baptisée « le trou de la mort ». Pendant le changement de la tuyère, ils doivent en particulier nettoyer la calotte dans laquelle elle doit venir se loger et, pour cela, ils doivent passer la tête à l'intérieur même du trou de la mort.

Le 2 juin, c'est pendant une opération de changement d'une tuyère que le coke jaillissait du trou de la mort, carbonisant Delalleau et brûlant grièvement 5 autres travailleurs.

LES FEMMES DANS LA LUTTE A USINOR

USINOR QU'EST-CE QUE C'EST ?

C'est près de 11.300 hommes... sûrement l'un des vôtres, dont 63 % viennent de l'extérieur (quand Usinor a été créé, les habitations n'étaient pas prévues).

C'est la vie de ces 11.300 travailleurs, pendant au moins 8 h par jour, mais jusqu'à 14 h par jour pour ceux qui habitent loin. C'est environ 70 % de postes, ce qui signifie pour eux une situation perturbante :

— pour leur équilibre physique et psychique

— peu de loisirs : un dimanche libre sur quatre

— 56 h de travail à la suite, sans un jour de repos

— une vie familiale difficile

C'est, pour le manoeuvre mensualisé,

— un salaire de base de 1473,35 F

ET C'EST AUSSI LE 73ème MORT DEPUIS 1962 A USINOR ET DANS LES ENTREPRISES TRAVAILLANT POUR SON COMPTE.

USINOR C'EST L'INSECURITE :

— En 1971 : 72 accidents ayant entraîné des mutilations

— En 1974 : 2 accidents mortels pour le seul mois de juin

— Une progression du taux d'accidents : 3,80 % en 1971... 5,08 % en 1973.

L'ACCIDENTE A USINOR SE TROUVE AUSSI DECLASSE AVEC PERTE DE SALAIRE

USINOR A TUE ET MUTILE

8 aux hauts fourneaux, mais les fondeurs ne sont pas les seuls concernés :

Usinor a tué aussi ou mutilé :

à NATACLO, à l'ACIERIE, au TRAIN A BANDES, aux LAMINOIRS

Personne n'est à l'abri d'un accident mortel.

OU DONC EST LA MERE OU L'EPOUSE QUI N'EXIGERA PAS DES AUJOURD'HUI : LA SECURITE

LES FEMMES ONT PEUR QUE LEUR MARI SOIT LE 74ème

LES FEMMES N'ONT PAS PEUR DES MENACES DU PATRON

Devant l'absence de sécurité, les travailleurs réagissent et refusent de mourir au travail.

Le patron envoie des lettres dans les familles en espérant que les femmes feront pression sur leur mari pour faire échouer leur lutte. QUE LA DIRECTION NE COMPTE PAS SUR NOUS !

Nous savons que notre intérêt se trouve au côté de notre mari.

NON LES FEMMES NE SONT PAS LES ALLIEES DU PATRON

NOTRE INTERET C'EST LA SECURITE

Une formation professionnelle réelle pour TOUS

Un personnel plus nombreux : la 5ème équipe

L'installation de la machine pour changer les tuyères : la direction avoue que les plans de cette machine existaient déjà, avant l'installation du MF4, alors que le travail se fait à la main et a été fatal au mari de Mme Delalleau et à d'autres.

LE PATRON C'EST LE LOCK OUT

Le patron d'USINOR compte sur les difficultés financières provoquées par le lock-out pour faire reprendre le travail sans avoir besoin d'assurer la SECURITE.

Nous avons toutes des traites à payer : la classe ouvrière a droit au confort,

MAIS A QUEL PRIX VEUT-ON NOUS LE FAIRE PAYER ?

DEVANT L'INSECURITE, NOTRE FORCE C'EST LA SOLIDARITE

ENSEMBLE LES FEMMES SOUTIENNENT LA LUTTE DES TRAVAILLEURS POUR LA SECURITE ET LE PAIEMENT INTEGRAL DU LOCK OUT

des femmes de travailleurs d'Usinor



EGCC EN GREVE

206 heures mensuelles pour 6 Francs de l'heure

■ Depuis plus d'un mois et demi, les travailleurs de l'EGCC sont en grève avec occupation (les chantiers et le siège social de l'entreprise, 10, avenue de Clichy, Paris XVIIIème) pour faire aboutir leurs revendications (cf. Rouge précédents). Malgré les manœuvres de la direction, les grévistes ont obtenu une première victoire : obliger la direction à négocier directement avec eux.

Mais les rumeurs de dépôt de bilan et de mise en faillite de l'entreprise montrent un autre aspect de cette grève et posent en fait le véritable problème qui est celui des sociétés sous-traitantes.

En effet, l'EGCC est une entreprise qui sous-traite pour les PTT c'est-à-dire qu'elle effectue des travaux au compte des PTT. Ce type de société permet :

- de réaliser des travaux à un coût très faible et dans un temps assez court ;
- de remettre en question les acquis de la classe ouvrière.

Employant des jeunes, des femmes ou dans la majeure partie des cas des travailleurs immigrés (ex. EGCC), ces sociétés sont de véritables escroqueries. L'EGCC est l'exemple même de ces entreprises esclavagistes.

UN PAS DE PLUS DANS LE DEMANTELEMENT DES PTT

Au service des PTT, l'EGCC permet de réaliser des travaux sans être contraint par les caractéristiques de cette entreprise nationalisée. Pas de statut de fonctionnaire, pas de garantie de travail, taux de profit plus élevé, c'est une politique voulue par l'Etat et qui s'inscrit dans un projet bien précis : le démantèlement des PTT.

REMISE EN CAUSE DES ACQUIS DE LA CLASSE OUVRIERE

484 travailleurs, 95 % d'immigrés. Moyenne mensuelle : 206 h (avec des pointes de 300 h). Salaire moyen : 6 F de l'heure. Pas d'augmentation de salaire depuis 72. Une cinquantaine de travailleurs sans carte de travail. Pas de section syndicale. Conditions de travail déplorables (1 mort en 73). Aucun respect de la législation du travail, pas de contrôle médical. La liste est longue, et elle se passe de commentaires.

DEPUIS 50 JOURS EN GREVE

Devant l'impossibilité de la direction à payer le mois d'avril, la grève éclate sur pratiquement tous les chantiers, ou plutôt, comme l'explique le comité de grève, il y a eu « cessation du travail pour non versement du salaire ».

Occupation du siège social, convocation d'une AG, élection d'un comité de grève, constitution de comités de soutien, occupation des chantiers, contrôle ou mise hors d'usage du matériel, piquet de grève, organisation de deux meetings, d'un gala de soutien, intervention sur les marchés, à la fête du PSU, jonction avec les grévistes de Mildec et de Gesteelec... Les travailleurs de l'EGCC ont systématisé les formes de lutte et d'orga-

nisation apparues depuis quelques années en France et ce malgré tous les obstacles dus aux caractéristiques de cette lutte.

Depuis 50 jours, ils tiennent bon !

RENFORCER LA LUTTE DEVELOPPER LE SOUTIEN

Malgré les difficultés objectives (chantiers répartis sur une très grande superficie, très peu d'expérience de lutte, pas de section syndicale, travailleurs devant nourrir leur famille au pays...), le comité de grève doit prendre en charge la mobilisation des travailleurs, en organisant des AG sur les chantiers, les foyers, en faisant participer les travailleurs à la lutte. Sinon, la démobilisation qui existe aujourd'hui, le faible taux de participation des travailleurs à la lutte va s'accroître de plus en plus.

Aujourd'hui, non seulement il faut renforcer la lutte, mais aussi franchir une nouvelle étape en prenant différentes initiatives pour créer le rapport de forces nécessaire à la victoire. Il est déterminant de développer l'intervention sur les PTT, en faisant la jonction avec la lutte des travailleurs des PTT (notamment à Goussainville). Il faut aussi sortir la grève de l'isolement dans lequel elle se trouve depuis un mois et demi, faire ressortir le scandale et l'escroquerie de telles sociétés en développant avec l'aide des comités de soutien une popularisation à tous les niveaux (population, presse, organisations syndicales) et par tous les moyens.

Après la projection du film « Margoline » sur les chantiers, un gréviste explique : « Les travailleurs de Margoline ont gagné parce qu'ils étaient unis et organisés, nous devons faire de même ».

SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE L'EGCC en lutte depuis le 15 mai
CCP de l'Union U.S.B.T.P. C.FDT
5211-30 Paris

Points chauds

PTT BUREAUX - GOUSSAINVILLE GREVE RECONDUCTIBLE !

● Le 27 juin la CGT, CFDT, et FO appelaient dans les bureaux de poste de Paris et sa région à une grève de 24 h contre la pénurie d'effectifs : grève majoritairement suivie aux guichets et au départ du courrier, moins bien sûr à la distribution.

La Taupe Rouge appelait à faire grève le 27, sans illusions sur l'efficacité des grèves de 24 h, mais en cherchant à en transformer le caractère.

— par l'élaboration de plateformes intersyndicales précises sur les effectifs comme cela a pu être fait à Paris 14.

— par des piquets de grève actifs comme c'est apparu dans de nombreux bureaux.

— par l'information à la population le jour de la grève.

Près d'un millier de postiers se rassemblent devant la direction le matin du 27. Alors que les stalinien repliaient leurs banderoles et que la direction CFDT allait sagement en cortège, vers la station de métro voisine, des postiers combattifs opéraient un double débordement en démontrant une manifestation dans la rue.

En tête de la manifestation on remarquait les postiers de Goussainville qui à l'appel de la CGT et de la CFDT entament leur 3e semaine de grève reconductible

Après le 27 la solidarité avec Goussainville doit s'accroître : envoyer l'argent à la CFDT-PTT Val D'Oise, CCP 6749-96 Paris ; il faut organiser un contrôle sur les effectifs et se préparer à une grève reconductible de l'ensemble des PTT contre le démantèlement.
Correspondant

EVREUX A SOLEX, ÇA DEMARRE SUR LES CHAPEAUX DE ROUES

● 50 % des travailleurs de l'usine sont en grève depuis jeudi dernier et ils tiennent bon. 50 % ce n'est pas tout à fait suffisant, mais pour la première grève importante de l'usine, c'est un événement. Un piquet de grève à l'entrée depuis plus de dix ans le patron n'aurait jamais pensé que ce soit possible...

Pour organiser l'action, ceux de Solex n'ont pas attendu la rentrée, ils savent que c'est dès maintenant que ça se passe.

- Ils demandent :
- un salaire minimum de 1500 F pour tous pour 40 h
 - une réduction des cadences et une amélioration des conditions de travail
 - une prime de vacances à

60 % du salaire, avec majoration en fonction de l'ancienneté

— des absences payées pour les mères de famille ayant leurs enfants malades

— deux jours de congés supplémentaires à 10 ans d'ancienneté

— participation de la direction au Noël des enfants (106 F par mois).

Plusieurs de ces revendications correspondent à ce qui est déjà en vigueur à l'usine Solex de Nanterre : si c'est possible à Nanterre, pourquoi pas à Evreux ?

L'action Solex se développe dans un contexte large : elle rejoint celle de Zenith Aviation ou les travailleurs croisent déjà le fer avec le groupe Solex pour s'opposer aux licenciements collectifs projetés.

LE PUY : TANNERIES FRANÇAISES REUNIES

● La situation s'est brusquement détériorée cette semaine au Puy. Après avoir réduit momentanément la semaine de travail à 35 h, la direction des TANNERIES FRANÇAISES REUNIES annonce un plan de restructuration de l'usine qui prévoit une importante compression de personnel : 490 licenciements à Annonay, 182 au Puy, 13 à Bort. Les tanneurs ont immédiatement réagi par une grève

totale de 24 h, reconductible chaque jour. Des piquets de grève sont constitués jour et nuit afin de veiller sur les stocks de l'entreprise.

Samedi 29 juin, 1500 travailleurs manifestent dans les rues du Puy en solidarité avec les tanneurs. Des délégations des usines de Bort et d'Annonay sont présentes. Pour la première fois même, une délégation des Paysans-Travailleurs de Haute-Loire participe à la manifestation.

A cette situation s'ajoutent les menaces qui pèsent sur ELASTELLE (textile) en difficultés financières, sur GTV (bâtiment), VOLUBILIS, ROPA (petites entreprises de confection) licencient leur personnel. Toute une ville est ainsi menacée d'asphyxie. Le sous-emploi chronique et les tâches très spécifiques auxquelles sont liés les employés des Tanneries, du Textile et de la Confection rendent pratiquement impossible le reclassement sur place. L'exode reste la seule perspective.

La manifestation du samedi est un premier pas. L'objectif reste une riposte d'ampleur régionale et de longue haleine. C'est cette riposte qu'il faut préparer.

Tanneries, Elastelle, GTV :
Non aux licenciements !
Non au démantèlement !
Maintien des avantages acquis !

C.A.P. LETTRE OUVERTE AU GARDE DES SCEAUX

Monsieur le Ministre,

Pendant la campagne électorale, les détenus de Fleury-Mérogis ont envoyé une lettre ouverte aux deux candidats pour leur demander de prendre position sur certains problèmes précis. Ils n'ont pas obtenu de réponse et c'est à vous, nouveau ministre de la Justice qu'une nouvelle fois nous soumettons ces revendications en vous demandant de formuler clairement vos intentions à leur égard.

Familles des détenus de Fleury-Mérogis, c'est des problèmes de cette prison que nous voulons vous parler puisque, les partageant avec nos détenus, nous les connaissons bien ; mais, tout d'abord, ces problèmes rejoignent pour la

plupart ceux de toutes les autres prisons, ensuite et surtout, ils sont « exemplaires » : Fleury-Mérogis est, si l'on peut dire la « prison de l'avenir », celle que, de plus en plus, les futurs détenus connaîtront. Nous tenons à affirmer et à faire savoir que ces « modèles », n'ont absolument rien changé, bien au contraire, aux souffrances de l'homme détenu.

A Fleury-Mérogis, prison modèle, DIX détenus se sont donné la mort en 1973, (ce qui représente le QUART des suicides cette année-là)... tout simplement parce que l'être humain n'est pas fait pour vivre isolé 22 h sur 24. Etes-vous prêt à faciliter la poursuite des études ou à permettre l'apprentissage d'un métier à tous les détenus qui le désirent ?

A Fleury, prison-modèle, l'isolement carcéral c'est l'absence d'occupation hors des cellules, mais c'est aussi bien d'autres choses encore :

Les parloirs modèles : une ou trois demi-heures par semaine (selon que le détenu est condamné ou prévenu) d'un échange sans chaleur : le détenu doit crier pour se faire entendre. Ne pensez-vous pas qu'un parloir rapproché d'une heure au moins par semaine serait indispensable à l'équilibre du détenu ? Cela est facilement réalisable, y pensez-vous ?

La censure, modèle elle aussi, fait de la prison un univers hermétiquement clos. Dans ces conditions, tout est possible, les détenus sont victimes des abus les plus graves, au mitard tout particulièrement où Patrick Mirval a été tué, et le silence le plus total est gardé sur ces abus : pour mettre un terme à cette situation intolérable, nous vous demandons de supprimer la censure et le mitard, et de donner aux détenus les moyens de se défendre devant le prétoire, ce

tribunal intérieur à l'arbitraire duquel ils sont aujourd'hui totalement livrés.

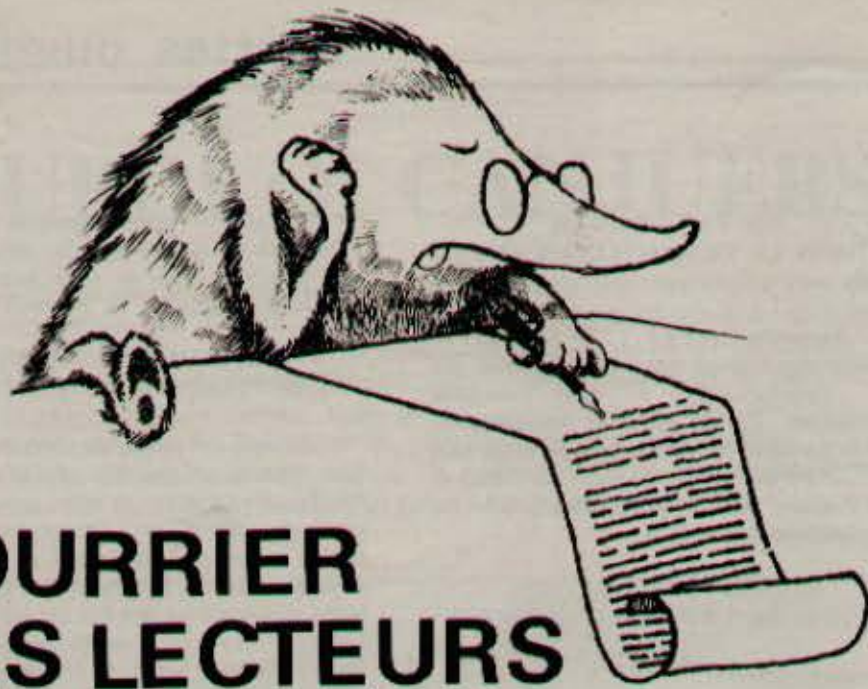
Etes-vous prêts à prendre ces trois mesures ?

Deux problèmes essentiels pour finir : et le casier judiciaire.

Supprimez-vous la détention provisoire pour tous les détenus mineurs de moins de 21 ans appelés à être condamnés pour la première fois ?

Quant au casier judiciaire, il représente tout simplement pour le détenu l'impossibilité d'un reclassement (qui passe pour être le but de la politique pénitentiaire...) et l'obligation à subir les conséquences d'une condamnation. Comptez-vous supprimer le casier judiciaire ?

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à notre détermination. Les familles des détenus de Fleury-Mérogis avec le total soutien du Comité d'Action des Prisonniers.



COURRIER DES LECTEURS

Camarades,

Comme tous j'ai regretté la disparition du quotidien Rouge mais ce n'est pas le propos de ma lettre. J'ai quelques suggestions à vous faire.

— Organiser une fête comme celle de L.O. (intéressant sur le plan financier, sur la connaissance du FCR, sur la popularisation des idées révolutionnaires).

— Bien que ça fasse France-Dimanche, faire comme l'OCI avec Informations Ouvrières, c'est à dire faire une affiche faisant office de sommaire, ce qui fera connaître le journal. (On peut aussi publier le sommaire en couverture de Rouge, ce qui permet de n'afficher que la première page)

— Avoir une écriture plus accessible à tous.

— Avoir une rubrique culturelle (les critiques de film par exemple ont disparu !?)

— Si le mot fête vous gêne, faites un grand rassemblement.

Vous avez eu tort lors de la parution du Quotidien Rouge de ne pas avoir une campagne « publicitaire » préliminaire. D'autre part je suis peut-être peu doué en économie mais visiblement votre compte-rendu financier clochait. Ne pourriez-vous pas en faire un autre car il est intéressant d'être

au courant.

Salutations communistes et révolutionnaires.
B.D. Argenteuil.

UN PROVINCIAL A PARIS

L'ingénu que je suis, militant du CDA de Perpignan au restant, subjugué par les sirènes du collectif et alléché par le menu copieux des affiches nationales, s'est laissé attirer aux assises anti-militaristes internationales. Mais que diable allais-je faire dans cette galère ? L'échec fut patent, et ma déception à la mesure du four.

Aussi, quelle n'a pas été ma surprise en lisant le compte-rendu que, sous un titre pompeux, on a donné Rouge : aux dernières nouvelles, cette initiative était un événement ! La rencontre fut fructueuse, les débats riches, les curieux se pressaient...

Trêve d'illusions camarades, l'intoxication ne paie pas. Pour mesurer combien l'auto-satisfaction est peu de mise, il suffit de broser quelques traits du tableau : figurez-vous dans l'immense atrium de Jussieu, quelques dizaines de militants inquiets et mal à l'aise relégués dans un coin, deux maigres banderoles, un ou deux drapeaux de hasard. En fait de stands, un établi pour le CAM, un marchand de pâté et de bière, et... rien pour le CDA. Ce sont les comités de Montpellier et Perpignan qui au

BREVET DE RACISME

Un certain nombre d'enseignants et de parents d'élèves des Alpes Maritimes élèvent une protestation à propos du sujet suivant proposé à l'épreuve du BEPC dans l'académie de Nice.

« Nous cotoyons tous des étrangers : touristes, travailleurs ou autres résidents. Vous en avez sans doute approché, seuls ou en groupe, et vous avez pu observer leur manière d'agir, d'être, d'agir et de penser.

Vous rappellerez d'abord les circonstances de cette rencontre et les comportements qui vous ont frappé, peut-être choqué. Vous chercherez ensuite si un effort de sympathie peut vous faire retrouver chez ces étrangers, malgré leurs différences, des êtres semblables à vous. »

Le sujet, qui se veut sans doute anti-raciste, se révèle en fait parfaitement raciste dans sa formulation et ne pouvait qu'amener les élèves sur le plan qu'il suggère, à des prises de position racistes, d'autant plus dangereuses qu'inconscientes (ce que des correcteurs ont effectivement

constaté dans de nombreuses copies), au lieu d'inciter les candidats à accepter les autres dans leurs différences (ce qui constitue la seule attitude non raciste) on les invite en effet à accepter en eux ce qui nous ressemble. Et c'est à partir de la négation de ces différences que les candidats peuvent déployer un « effort de sympathie » (et non de réflexion) s'offrant le luxe d'une générosité paternaliste : vous voyez que nous ne sommes pas racistes, puisque malgré tout ce qu'ils sont, tous ces étrangers, nous les acceptons dans notre grande communauté humaine.

Dans un département où la densité d'étrangers est la 2^e de France, imaginons un jeune arabe, un jeune italien, un jeune espagnol, un jeune portugais en train de rédiger sa copie.

Alain Dumont, Anne Dubini, Nadia Doghramadjan, Anna Goyenech, Monique Maréchal, Raoul Lorne, Michel Matringe, Marie-José Le Hénaff, Janine Roche, Jean-Jacques Vignolzo, Daniel Bonvalot.

dernier moment improviseront un étal ! Sur le bord un orchestre (incongru) joue seul, s'évertue à créer la fête pour 3 auditeurs perdus. On ne sait qui, des musiciens ou des spectateurs, a l'air le plus étonné.

Les forums sont à la hauteur de l'organisation du rassemblement et reflètent l'état de faiblesse du mouvement anti-militariste organisé : des débats rancés, tenus dans le désordre, qui ne nous font pas avancer d'un pas, malgré la bonne volonté volubile des animateurs. Quant au meeting, le bienheureux auteur de l'article y voit 1500 participants. Mazette ! Les quelques militants provinciaux ou parisiens (200 ? 300 ?) couchés sur la pelouse se sont bien vite multipliés !

Le seul point positif est bien celui de la rencontre internationale et l'échange de

points de vue très divers qu'elle a permis entre différentes organisations. Nul ne songe à négliger ce fait.

Mais pour que ce « premier pas » n'en soit pas un faux, nous devons être capables d'auto-critique sur tout le reste : le rassemblement à Paris, susceptible de donner un poids politique nouveau à l'anti-militarisme, a été un beau fiasco.

En fait, cette initiative a fonctionné comme un révélateur : elle a fait apparaître l'étendue du retard qu'a pris le mouvement anti-militariste sur les tâches à faire.

Soyons conscients du chemin qu'il reste à parcourir, ce n'est pas en affirmant, dans une félicité béate, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, que nos carences seront comblées. Au travail !
G.L. Perpignan

M.L.A.C. : A L'INITIATIVE POUR PREPARER LA RENTREE

A Paris, les 22-23 juin, se sont déroulées les Assises régionales parisiennes des Comités MLAC. Elles ont regroupé des délégués de plus de 60 comités sur les quelques 80 existants :

- 40 comités de quartier Paris et Banlieue
- 7 comités MLAC d'entreprise
- 6 comités lycéens et étudiants
- 9 comités MLAC-Hôpitaux

Des commissions de travail se sont tenues et ont débattu des questions suivantes :

— La pratique de l'avortement est-elle aujourd'hui encore subversive. La place des comités d'orthogénie dans les objectifs du MLAC.

— Agitation, propagande, implantation, articulation des secteurs d'intervention.

— Quelle est la signification politique de l'organisation des voyages à l'étranger.

— Quels sont les moyens que se donne le MLAC pour populariser la contraception et aborder le problème de la sexualité.

— Comment assurer la circulation de l'information dans le MLAC et se doter d'un matériel de propagande adapté (journal, bulletins de liaison, brochure).

— Si l'hôpital est la cible prioritaire aujourd'hui, quelle pratique nous permet de développer notre action avec le soutien du personnel hospitalier et dans les meilleures conditions de sécurité pour la femme.

Ces questions ressortaient d'ailleurs de l'ensemble des contributions écrites, des bilans tirés par de très nombreux comités.

Malgré l'hétérogénéité des pratiques et du milieu d'intervention des comités, deux idées forces dominaient :

— la nécessité pour l'ensemble du mouvement de mener une campagne centrale nationale à la rentrée pour imposer l'avortement libre et remboursé ;

— la nécessité d'Assises nationales donnant au mouvement les moyens de clarifier ses objectifs et de se doter de structures démocratiques lui permettant de mener cette campagne sans paralysie ni attentisme.

L'axe essentiel de cette campagne apparaît plus que jamais « la prise en charge de l'avortement par les structures hospitalières et la lutte contre toutes les formes de répression à l'encontre du personnel hospitalier ».

A Montpellier, les 29 et 30 juin, les mêmes préoccupations ont animé les débats des représentants de comités d'une quinzaine de villes (Nîmes, Aix, Marseille, La Ciotat, Montpellier, Tarbes, Lannemezan, Toulouse, Carcassonne, Béziers, Perpignan).

Ces travaux doivent alimenter le débat préparatoire aux Assises Nationales de la rentrée et des textes sont déjà en préparation notamment sur les rapports du MLAC avec les organisations du mouvement ouvrier.

LES INITIATIVES DE L'ETE

D'ores et déjà le collectif parisien issu des Assises parisiennes a réagi dans la presse (Le Monde), dès le vote instituant la liberté et le remboursement de la contraception. Il a réaffirmé la combativité du MLAC, qui loin de désarmer devant la victoire sur l'un de ses objectifs entend renforcer son action pour obtenir à son tour la liberté et le remboursement de l'avortement.

— Un car de militants du mlac doit sillonner la France durant l'été pour populariser ses objectifs ;

— Les comités MLAC du midi assureront la présence du MLAC au rassemblement de Canjuers, aux Festivals d'Avignon et de Carcassonne ;

— Un livre noir sur l'hôpital et l'avortement est en préparation.

Enfin, une pétition des comités MLAC de l'hôpital Kremlin-Bicêtre in-

titulée : « L'avortement doit être pratiqué à l'hôpital », est rendue publique avec la signature de 600 travailleurs de l'hôpital. Cet exemple ainsi que celui de l'hôpital d'Eaubonne où

l'équipe chirurgicale pratique normalement des avortements doivent être popularisés pour créer un rapport de forces « irréversible » avant le débat sur l'avortement de la rentrée.



la bombe! quelle bombe?

DOSSIER
FORCE DE FRAPPE



D.R.

Et pourtant, le problème des expérimentations en atmosphère dans le Pacifique continue à se poser avec autant d'acuité : si l'on excepte la suppression d'un essai prévu, Giscard a donné sa bénédiction aux militaires pour poursuivre comme par le passé. Le défi lancé aux peuples de cette région du globe continue.

L'an dernier, c'est une opposition totalement confuse à la bombe qui s'est manifestée, coiffée par les pitreries publicitaires de Jean-Jacques et autres hardis navigateurs du « Fri ». Une opposition où s'entremêlaient les menées atlantistes de quelques inconditionnels du « parapluie » américain, une campagne molle et geignarde du PCF, les échos d'une hostilité réelle et profonde, à dominante pacifiste parmi la jeunesse et les effets en retour d'une puissante protestation internationale stimulée par les gouvernements de Nouvelle-Zélande, Australie et Pérou, soutenue en sous-main par plus d'un « grand ».

Cet enchevêtrement de protestations qui n'avait d'ailleurs pas suffi à contraindre le gouvernement Pompidou à reculer est loin de jeter une lumière satisfaisante sur la question des essais nucléaires.

Souvent suggérée, jamais développée, la méthode des marxistes-révolutionnaires pour aborder le problème est claire.

PRINCIPES...

Et d'abord, les communistes s'opposent aux essais nucléaires, à la « force de frappe » française pour une raison simple : **c'est qu'ils luttent par principe contre le militarisme de leur propre bourgeoisie.** C'est qu'ils dénoncent, derrière le mythe de la « défense du sol national » la froide réalité des intérêts impérialistes, chauvins et les projets d'utilisation de l'armée contre les peuples. C'est une question de principe. Jamais un député communiste digne de ce nom n'a voté les crédits de guerre d'un gouvernement bourgeois. C'est le vote des crédits de guerre par la fraction parlementaire social-démocrate allemande qui a sonné le glas de la II^e Internationale. En votant les crédits de guerre à Mollet en 56 pour l'Algérie, le PCF s'est à jamais — s'il en était besoin — disqualifié comme parti digne de se réclamer de l'internationalisme.

De ce point de vue, la nature de l'ar-

J.J.S.S, le chevalier anti-atomique, a mordu la poussière. Pourquoi ? Parce qu'à peine nommé ministre des réformes, il a dénoncé les expériences nucléaires françaises qui reprenaient dans le pacifique avec la bénédiction de Giscard.

Au-delà de l'anecdotique et du premier faux pas de la « VI^e République » de Giscard, l'enjeu est de taille. Comme il y a un an, l'opinion est prête à se diviser : ceux qui sont pour, ceux qui sont contre. Avec une différence : cette année, le ban et l'arrière-ban du pacifisme bourgeois ne s'est pas encore mobilisé. Fascinés par la mort épique du cardinal Daniélou, l'âme encore flétrie par les remontrances de l'Amiral de Joybert, les évêques se tiennent cois. Bollardiére relit Lanza del Vasto et Jean-Jacques soupire après son maroquin envolé. C'est la marasme parmi l'opposition bourgeoise à la bombe.

mement en question importe peu. Ce que le mouvement ouvrier doit dénoncer sans relâche, c'est le militarisme, la course aux armements de la classe dominante. Ceci parce que le militarisme dans tous ses aspects, exprime l'essence même du capitalisme et le condamne.

Que la course aux armements d'une bourgeoisie nationale prenne son sens immédiat par rapport à un projet revanchard, des visées expansionnistes ou colonialistes, des desseins de guerre civile ou des phantasmes de « grande politique », c'est tout un. Rien ne concerne davantage que la course aux armements d'un gouvernement bourgeois l'essence barbare, régressive, irrationnelle de la domination du capital. Les innombrables génocides qui par sèment l'histoire du XX^e siècle le montrent suffisamment.

AUTRE CHOSE ?

Aussi les marxistes-révolutionnaires se distinguent-ils des pacifistes bourgeois ou ouvriers en ce qu'ils refusent, pour définir leur position sur la question de l'armement atomique **de partir des spécificités de cet armement, de la guerre nucléaire etc...** Quiconque part du point de vue que l'arme atomique c'est d'abord « autre chose », quelque chose **d'absolument différent** des armes et conflits du passé **perd résolument le point de vue de classe.** C'est ce que font allègrement nos staliniens par exemple : **« ces armes ne sont pas simplement plus dangereuses, elles sont autres » (Vers le désarmement, ed. sociales).** Point de vue abstrait non dialectique qui omet que l'armement atomique est

le produit d'une certaine situation historique qui voit un impérialisme ascendant s'efforcer d'asseoir sa domination absolue sur la monde en se fondant sur le monopole de la bombe A. Ce n'est pas comme l'affirme la sagesse des nations, le « progrès des sciences et des techniques » qui engendre la bombe A puis H, mais la montée, au zénith du développement capitaliste, d'un impérialisme doté de prétentions encore inégalées et heurté de front à un camp socialiste renforcé au lendemain de la capitulation nazie. Le rêve de l'« arme absolue » est aussi vieux que le développement des nationalismes et de l'impérialisme. Il fut un temps où c'était la « Gross Bertha », les « Zeppelins » les gaz asphyxiants ; puis ce furent les V2. Tant que durera le capital, ces phantasmes de domination sans partage assise sur l'arme totale hanteront les cerveaux malades des « grands » hommes du Capital.

« OVERKILL CAPACITY »

Bien sûr, l'URSS n'a mis que 5 ans pour briser le monopole nucléaire impérialiste. Et aujourd'hui les deux grands disposent d'une capacité de s'entr'annéantir plusieurs fois. Cette réalité plaisante a même été baptisée : c'est ce qu'on appelle « overkill capacity ». Et pourtant cela ne suffit pas pour que le point de vue de classe doive céder le pas au grand frisson millénariste du petit homme frappé d'épouvante et d'impuissance devant « la Bombe ».

« La Bombe », êtes-vous pour ou contre la bombe ? Faux concept, faux débat de moralistes et de métaphysiciens. « La Bombe, ça

n'existe pas. Il y a des réalités plus tangibles, inscrites dans la chair vive des luttes de classe internationales : le complexe international militaro-industriel U.S par exemple, avec toutes ses succursales aux quatre coins du monde, agent de la plus grande barbarie de tous les temps. Un complexe militaire parfaitement intégré au demeurant où chaque arme, chaque mercenaire ont leur place et leur rôle à jouer dans le maintien de l'ordre impérialiste sur tous les continents. Un complexe militaire mis au service d'une stratégie de contre-révolution dont l'application peut commencer avec l'emploi d'un fusil M16 par un ranger indigène sur le plateau bolivien et se parachèver par l'envoi de bombes atomiques « tactiques » miniaturisées sur Hanoi ou le langage d'une bombe thermo-nucléaire sur le Hunan.

Quiconque « oublie » que le développement de l'armement nucléaire des Etats ouvriers (URSS, Chine) est un acte d'auto-défense a déjà plus qu'à moitié capitulé devant l'impérialisme. Et ceux qui crient la plus fort à la fin inéluctable de l'humanité au cas où l'impérialisme, poussé à bout par le développement des luttes de classe, prendrait la risque d'une confrontation nucléaire, ne sont pas loin d'être les chantres du statu-quo mondial. Au premier rang, naturellement, les réformistes staliniens ou sociaux-démocrates.

CHANTAGE ET REPRESSION

Ce qui menace l'existence même de l'humanité, ce n'est pas ce qui découle d'une lutte résolue contre l'impérialisme (comme à Cuba, au Vietnam) mais ce qui découlerait d'une interminable agonie de l'impérialisme, ne trouvant aucune issue positive.

Depuis Hiroshima et Nagasaki, avant d'être un instrument de terreur, l'armement atomique est un instrument de chantage et de pression politique.

« L'équilibre de la terreur » ouvre paradoxalement un champ où ce sont le jeu diplomatique, le bluff et la détermination politique, et non pas le patrimoine mégatonique de chacun qui sont au poste de commande. Pour autant que le déclenchement volontaire du feu nucléaire équivaut clairement à un suicide, tout redevient négociable en dernière instance — y compris et de

LA BOMBE ! QUELLE BOMBE ? (SUITE)

préférence sur le dos des peuples (crise des fusées à Cuba, moyen-Orient, Vietnam...).

En ce sens, par exemple, il est évident que précisément du fait de l'existence de l'arme nucléaire, de sa possession par 2 Etats ouvriers, une pure politique de force à la Hitler ne peut être développée par l'impérialisme. Les succès de la noise ne sont pas étrangers au changement de tactique de l'impérialisme en Indochine et à la modification de son attitude vis-à-vis de Pékin.

UNE BOMBE PROLETARIENNE ?

En ce sens, il ne faut pas hésiter à affirmer la **légitimité** de la défense atomique des Etats ouvriers.

Naturellement, placé aux mains de bureaucraties réactionnaires et capitulaires, cet armement est loin d'être un support pour la lutte des peuples pour leur émancipation. Néanmoins, il délimite clairement la frontière imaginaire que l'impérialisme ne peut pas franchir dans ses menées contre-révolutionnaires. Frontière mobile selon les circonstances et qui n'empêche nullement les bureaucrates d'assister sans sourciller à l'écrasement des révolutions ceylanaise, palestinienne, soudanaise, chilienne et bien d'autres, mais se trouvent inébranlablement dressée face à toute tentative de la part de l'impérialisme de modifier significativement le statu-quo branlant sur la planète.

La position des marxistes-révolutionnaires est donc dépourvue de toute ambiguïté : les rêveries sur un monde débarrassé du péril atomique sont nulles et non avenues pour autant qu'elles ne désignent pas clairement l'adversaire et fustigent indistinctement tous les détenteurs d'armes atomiques. Les rêveurs anti-bombe ne comprennent pas que du point de vue des rapports de classe, l'**autodéfense légitime** du mouvement ouvrier englobe aussi bien la saisie d'un stock d'armes ennemies par une colonne de partisans que l'effort produit par la République populaire de Chine pour se doter de l'arme atomique. Ils appréhendent le problème abstrait de « la Bombe » du point de vue de catégories

bourgeoises figées et non du point de vue historique de la classe ouvrière.

LA BOMBE FRANÇAISE

De ce point de vue — et cela choque beaucoup de nos interlocuteurs — nous ne sommes pas contre la « bombe française » en général. Nous sommes contre la « Force de frappe » gaulliste — aujourd'hui giscardienne — qui couronne un complexe militaire dont les fonctions sont claires : opprimer les peuples coloniaux dans les lambeaux de l'empire français, alimenter en armements modernes les régimes fantoches, aux 4 coins du monde, préparer une nouvelle semaine sanglante dans notre pays si la nécessité en apparaît, garder un des postes « avancés » du monde libre contre le camp socialiste. Nous sommes contre cet armement au même titre exactement que nous sommes contre les manœuvres de la D.O.T. « anti-guerilla », la vente d'armes au Shah d'Iran. Nous dénonçons l'orientation **ouvertement anti-soviétique** de la stratégie nucléaire française, nous dénonçons la stratégie anti-cités de cette force de frappe conçue pour réaliser les plus effrayants génocides ; nous dénonçons l'engloutissement de sommes fabuleuses dans le développement de cette force de frappe tournée contre les Etats ouvriers, le détournement de toutes les recherches nucléaires vers les fins militaires, la pollution des sites ; nous dénonçons les essais nucléaires français, effectués dans des conditions particulièrement scandaleuses (essais en atmosphère) le fait colonial qu'ils recouvrent en Polynésie française, etc...

Mais cette dénonciation n'anticipe pas sur ce que serait notre position dans une France socialiste confrontée à la menace permanente de l'impérialisme américain.

L'arme atomique n'est pas monstrueuse parce qu'elle exprime que la « folie meurtrière » des hommes combinée au développement scientifique et technique des 30 dernières années a conduit l'humanité au suicide. Elle l'est parce qu'elle est la cristallisation d'un système en décomposition, elle est monstrueuse au même titre exactement que l'est — dans tous ses aspects — la décomposition de l'impérialisme.

Michel Lenoir



30 ans de rêve nucléaire brève histoire

Contrairement à une idée répandue, ce n'est pas de 1958, que date la construction de Bombes A en France. Dès 1945, la bourgeoisie se préoccupe du type de liens économiques et politiques, qu'elle doit avoir avec l'impérialisme américain. Ce sont les choix faits dans ce domaine qui déterminent les orientations stratégiques de l'armée.

En 1945, 3 mois après Hiroshima, de Gaulle crée le CEA, chargé de recherches nucléaires civiles et militaires. Quand celui-ci s'affirmera capable de construire des bombes, l'aspect militaire, éclipsé jusque là, referra surface. Mais le chemin aura été long pour en arriver là.

LA V^e REPUBLIQUE ET LA BOMBE

A l'issue de la guerre, la France réclame sa juste part du gâteau et envisage un triangle USA-Angleterre-France devant régenter le monde « libre ». Projet qui devait, sans plus de succès, être repris par de Gaulle en 58 dans des entretiens avec Eisenhower. Projet qui, logiquement, devait se concrétiser par un contrôle à trois de l'arme atomique. Mais projet qui, dès le début, rencontra une dédaigneuse opposition américaine.

Les USA s'affirmaient alors comme l'impérialisme principal, le dirigeant naturel du monde occidental. Pas question pour eux de partager cette puissance avec qui que ce soit. Tout au plus avaient-ils besoin d'un relais assurant leur domination sur l'Europe, rôle pour lequel l'Angleterre était bien suffisante, alors que la France, industriellement faible et politiquement instable, n'offrait que peu d'intérêt. Argument suprême, le haut-commissaire du CEA était F. Joliot, membre du PCF, qui devait d'ailleurs être révoqué par Bidault en 1950 pour cette raison.

La France s'engageait alors péniblement dans la voie d'une accession autonome au statut de puissance nucléaire et construisait seule ses premières piles (la première fonctionnait dès 1949). Officiellement, ces piles étaient à usage purement scientifique et industriel, mais la voie choisie n'était pas neutre : elle permettait

de produire du plutonium, nécessaire à la fabrication des bombes en l'absence d'uranium enrichi (dont les USA avaient le monopole).

DEUX TESTS : LA CED ET SUEZ

Le débat de 1953-54 sur la Communauté Européenne de Défense allait fixer des choix. Il s'agissait de créer une défense de l'Europe, intégrée militairement sous l'égide de l'Angleterre (devenue puissance atomique) et des USA. Après un débat passionné, le projet (dont une conséquence était d'empêcher la fabrication de bombes par la France) fut repoussé par la bourgeoisie française.

Refusant l'intégration européenne sous contrôle américain, la France devait alors plus ou moins confusement s'engager vers une autonomisation par rapport aux USA.

L'affaire de Suez, en 1956, précisa le problème : après l'intervention franco-anglo-israélienne sur le canal de Suez, les USA, cédant à la menace nucléaire soviétique, firent pression sur les Anglais qui durent lâcher. La leçon était alors claire pour la bourgeoisie française : pas de place importante dans le partage du monde tant qu'elle n'aurait pas acquis son indépendance politique, donc son indépendance militaire par l'arme atomique.

Les recherches militaires, déjà encouragées et poussées par le gouvernement Mendès-France en 53, puis par les gouvernements Pléven en 54, E. Faure en 55, et Mollet en 56, ne s'en portèrent que mieux. Mollet amonçait la première explosion pour 1961.

LE GAULLISME

Avec de Gaulle, la bourgeoisie trouvait l'homme fort capable, outre de régler le problème algérien, de la faire avancer résolument sur la voie de cette indépendance. A son arrivée au pouvoir, il n'eut qu'à accélérer et intensifier l'effort entrepris, auquel avaient largement participé ses sbires Guillaumat, Palewski, Ailleret et bien d'autres, pour lancer définitivement la fabrication de la première bombe, qui explosait à Reggane en Algérie, le 13 février 1960.

Au prix, dans un premier temps, d'un grand retard dans l'équipement des forces conventionnelles, l'effort se poursuivait avec la mise en route en 1964 de Pierrelatte



Le français de la bombe...

(production de l'uranium enrichi pour les bombes H et les sous-marins), puis l'entrée en service en 1967 des Mirages IV, 36 avions équipés d'une bombe de 70 kilotonnes (4 fois Hiroshima), bombinette ridicule dira-t-on. Mais de quoi faire quand même pas mal de dégâts et surtout, pour le gouvernement français, de quoi s'affirmer beaucoup plus libre dans les négociations économiques et politiques avec les Etats-Unis et avec le reste du monde. Tirant les conséquences de sa politique, de Gaulle avait déjà retiré la France de l'OTAN en 1964. D'autres escarmouches suivirent, concernant le système monétaire international ou l'entrée dans le marché commun de l'Angleterre, trop liée aux USA. Avec toujours la même préoccupation : desserrer l'emprise américaine sur l'Europe et notamment la France, s'affirmer comme le pôle dynamique de la communauté.

Les Mirage seront suivis, en 1971, par les missiles sol-sol du plateau d'Albion (18 en service, bientôt 27), portant une tête de 150 kilotonnes, puis par les sous-marins nucléaires lance-engins (3 en service, 2 en construction) porteurs de 16 missiles de 450 kilotonnes. En 76 sont prévues les bombes H de 1 mégatonne (en essai), puis les missiles à têtes multiples, les satellites, etc.

L'armée française devait ainsi se restructurer autour de cet armement. Toutefois, les parts de gâteau étant largement inégales, des rivalités ne tardèrent pas à apparaître.

L'armée de l'air, choyée depuis la dernière guerre, dotée sans cesse des armements les plus modernes, recevait la première sa part avec les Mirages IV qui lui apportèrent subsides, considération et surtout autorité politique au sein de l'armée. Elle reçut ensuite la « deuxième génération », les missiles sol-sol.

La marine, elle, s'était engagée très tôt dans la voie nucléaire, puisque, au moment du lancement du Nautilus (le premier sous-marin atomique américain), ses ingénieurs avaient décidé qu'ils étaient capables d'en faire autant. Elle lança donc en 55 la fabrication du Q 244, sous-marin atomique. Le projet sombra dans le ridicule quand, alors que la coque était déjà en construction, le CEA avoua ne pouvoir faire un moteur suffisamment petit. L'embryon de coque gît depuis discrètement dans un bassin de Toulon...

Le projet fut repris sur de nouvelles bases en 1962, grâce à un prototype de

moteur fonctionnant avec de l'uranium enrichi américain. La marine est maintenant en voie de recevoir son quatrième sous-marin nucléaire lance-missiles et va prochainement lancer la construction d'un porte-hélicoptère et d'un sous-marin de chasse (non porteur de missiles) à propulsion nucléaire. C'est donc elle qui construit le plus résolument son avenir autour de l'atome, qui reçoit les plus avancés des « vecteurs » de la bombe. C'est à elle aussi que seront confiées les bombes H en 1976.

Cette mutation ne va cependant pas sans mal, car, en contre-partie, la marine « classique » fut fortement délaissée et voyait ses bateaux vieillir tandis que le meilleur du personnel était accaparé par les sous-marins atomiques, entraînant une déqualification dangereuse sur les bateaux de surface. Pour y remédier, fut lancée en 1970 le « plan bleu », plan devant en 15 ans renouveler complètement la flotte française. Reste le problème des équipages sur lesquels pèsent une faiblesse chronique de recrutement et un mécontentement croissant des matelots et des officiers maritimes (équivalent des sous-officiers). C'est pour tenter de réduire ce problème que l'amiral de Joybert, chef d'état-major de la marine, outre ses violentes diatribes contre les curés « de gauche », s'est fait remarquer par ses déclarations où il se pose comme « votre chef syndicaliste à vous, les marins, et votre plus ardent défenseur ». Sans rencontrer un succès énorme d'ailleurs...

Reste l'armée de terre. Alors que la mise en œuvre des bombes devait servir à réorganiser les armées, au sortir des guerres coloniales, l'armée de terre ne recevait rien, elle qui avait été la plus touchée par les révolutionnaires indochinois et algériens, la plus noyauté par l'OAS, la plus épurée ensuite. Au contraire, c'est sur elle que retombaient les restrictions budgétaires permettant la construction de la bombe. Elle ne voyait plus très bien son rôle dans les guerres à venir et ne se privait pas de le dire. Pour elle fut donc construit un missile, le *Pluton*, portant à 100 kms une « petite » bombe (15 kt, comme celle de Hiroshima), destinée, pour la 1ère fois, à un emploi tactique, sur le terrain et non plus stratégique, contre les villes du pays ennemi. Curieux engin, dont les états-majors se demandent à quoi il pourrait bien servir et dans quelle stratégie il s'insère. Et aussi, engin qui, vu sa portée, comme il est basé en France, ne pourrait tomber qu'en

Allemagne de l'Ouest, ce qui valut à Pompidou des protestations indignées.

QUEL AZIMUT ?

L'affaire de Suez, l'exemple des anglais soumis au bon vouloir du grand allié américain (l'essentiel de leur force de frappe est constitué de bombes H fabriquées grâce aux connaissances américaines, portées par des missiles américains lancés par des sous-marins dont le moteur est américain !) avaient convaincu la bourgeoisie française de la nécessité d'une autonomie dans le domaine militaire. C'est que les deux « grands » ont une fâcheuse tendance à considérer l'Europe comme une zone-tampon et que, si la France de 1960 était sûre d'être engagée dans une attaque des Etats-Unis contre les Etats ouvriers, elle ne l'était pas du tout d'être réellement défendue par le « parapluie atomique » américain en cas d'attaque de l'URSS contre l'Europe capitaliste. Tous les inconvénients et aucun avantage. D'où la conception qui présida à l'époque à la définition de l'armement stratégique français : il s'agissait de pouvoir, par ses propres moyens, infliger à l'URSS des dégâts économiquement équivalents au bénéfice qu'elle pourrait tirer d'une occupation de la France. D'où également le retrait de l'OTAN, trop exclusivement orientée vers une défense, ou une attaque, commune contre les Etats ouvriers et placée sous l'autorité quasi-exclusive des USA.

L'ennemi était donc toujours le même et l'arme française, vu la faiblesse de ses moyens était exclusivement une arme anticités, destinée à toucher les forces vives du pays adverse, à travers son prolétariat et ses moyens de production. La faiblesse des moyens impliquait, en cas de conflit, un usage immédiat de l'arme atomique sur ces objectifs.

Toutefois, les militaires sont parfois un peu bêtes et ne savent pas saisir à demi-mot les intérêts bien compris de la bourgeoisie.

En 1967, le général Ailleret, chef d'état-major des armées, poussa la naïveté jusqu'à tirer les positions gaullistes jusqu'à leur conclusion logique, en disant : puisque nous menons une politique d'indépendance vis-à-vis des deux « grands », nous ne devons pas avoir d'ennemi privilégié. Nos bombes doivent donc être « tous azimuts », pouvoir tomber n'importe où : en clair : aux USA comme en URSS.

Cette position rencontra un certain succès dans une partie de la bourgeoisie française, alors au sommet de sa puissance relative et de son illusion d'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme dominant, et qui caressait le rêve d'acquiescer une place de gendarme mondial capable d'imposer militairement sa politique, au même titre (ou presque) que les USA ou l'URSS.

Mai 68 allait ramener les militaires à la raison, en montrant qu'il restait bien des problèmes à résoudre avant d'en arriver là.

La bourgeoisie française reprenait conscience que son ennemi véritable est le prolétariat international et que le protecteur dont elle ne peut envisager de se libérer complètement reste les Etats-Unis. On revenait donc à une stratégie militaire moins aventureuse, remise au goût du jour en fonction de l'évolution mondiale et des capacités militaires de la France. Deux faits déterminèrent la nouvelle stratégie :

— des études faites par l'Institut français d'études stratégiques, il ressortait que la stratégie antérieure pouvait être dangereuse. Imaginons par exemple le schéma suivant :

* un pays A (c'est les bolchéviks à la bombe entre les dents) veut lancer une offensive dangereuse pour le pays B (les Américains). Il en sera dissuadé car la puissance militaire de B est trop importante. Il peut par contre lancer une opération de « grignotage » trop marginale pour B pour qu'il réponde par l'arme atomique, mais dangereuse pour le pays Z (c'est nous !). Suivant la doctrine alors en vigueur, Z aurait répondu par ses forces nucléaires, détruisant A à 20 %. A répond

et détruit Z à 80 %. C'est alors que B, jugeant qu'il est le prochain sur la liste, ou pour préserver son rôle de gendarme mondial, intervient et détruit les 80 % restants de A, qui à son tour détruit B à 50 %. Résultat : même si l'URSS est rayée de la carte, on aura joué le rôle de la chèvre qui attire le tigre. La bourgeoisie française n'est pas suicidaire... Elle risque donc, sachant cela, de capituler devant les Russes plutôt que de s'auto-détruire.

— justement, les moyens techniques mis en place permettent maintenant de diversifier l'arsenal nucléaire. Il fut donc décidé la construction de bombes « tactiques » de faible puissance, permettant d'assouplir la réponse conjoncturelle à une agression. Cette bombe vient d'entrer en service sur les *Pluton* et les avions tactiques. Toutefois, malgré les moyens techniques (ordinateurs, etc.) mis en œuvre, les stratégies français sont incapables d'étudier correctement des schémas d'utilisation réelle de cette arme : c'est qu'à ce stade les armées françaises ne seraient certainement pas seules. L'OTAN serait de la partie : comment intégrer le petit arsenal français parmi les milliers de têtes nucléaires tactiques dont dispose l'OTAN en Europe ? Bien que tous les problèmes soient loin d'être résolus, Fourquet, chef d'état-major des armées en 1969, donnait déjà le cadre de la réponse.

« Il est bien évident que l'attaque directe du territoire par des forces d'invasion ou de destruction que nous ne pouvons plus contrôler présente un caractère vital pour nous. Mais c'est le cas extrême (...). D'autres cas peuvent se présenter. Ainsi, comment réagirions-nous à la disparition d'un sous-marin nucléaire ? A un début d'invasion de l'Allemagne de l'Ouest si (...) nos alliés de l'OTAN ne paraissent pas décidés à faire monter les enchères ? (...) Le corps de bataille agira normalement en étroite collaboration avec nos alliés (...). Il est possible, sinon probable, que nos alliés refusent que nos troupes puissent se trouver au contact de l'ennemi dès les premiers engagements... »

Le cadre général est là, même si toutes les réponses ne sont pas claires.

Ce qui est par contre parfaitement clair, c'est que cette bombe tactique sera embarquée sur les porte-avions, gardiens des « intérêts français outre-mer ». Si la bourgeoisie française ne sait comment réagir contre les Etats ouvriers, elle sait parfaitement comment mater les peuples des colonies et s'y prépare, comme les Américains avaient envisagé de le faire en Corée, puis au Vietnam.

ET GISCARD ?

Si Giscard, à part l'autorisation des essais dans le Pacifique, n'a pas encore défini la politique qu'il entendait suivre, on dispose quand même d'un certain nombre d'éléments. D'abord, bien sûr, son atlantisme éprouvé. D'autre part, la politique militaire suivant l'évolution économique, on commence à reparler avec insistance d'une politique nucléaire franco-anglaise. Ce projet, déjà caressé aux alentours de 1960, quand les Anglais essayaient humiliation sur humiliation de la part des USA, semble disposer actuellement de plus grandes chances, dans la mesure où les intérêts des deux bourgeoisies ont commencé à se rapprocher par le biais du Marché commun. L'accord d'Ottawa, signé le 26 juin par Chirac et qui engage la France à intervenir aux côtés de l'OTAN, permettrait d'évoluer dans ce sens, avec par exemple une jonction des deux forces stratégiques sous l'égide de l'OTAN, tout en restant à la disposition de leur propriétaire respectif s'il se jugeait gravement menacé. C'est en gros le statut actuel des forces stratégiques anglaises dans l'OTAN. Mais il s'agit là bien sûr seulement d'une perspective à long terme, supposant que les deux bourgeoisies aient pu s'entendre sur une politique étrangère commune dans bon nombre de domaines. Elles le souhaitent, mais on n'en est pas encore là...



UN PACIFISME EN TROMPE L'OEIL

Mai 73 : les marcheurs de la paix se dirigeant vers Paris, sont bloqués à la frontière belge.

Écoutons Roger Mayer, spécialiste du PCF sur la question : « Vive le désarmement, c'est aujourd'hui l'expression achevée du patriotisme ».

Nous voilà fixés.

A vrai dire, pour comprendre l'opposition du PCF à la « bombe » française, il faut avoir les idées claires sur ce qu'est le pacifisme des staliniens aujourd'hui. Il faut comprendre qu'il est autre chose qu'un démarquage du pacifisme de type chrétien, non violent nourri de l'utopie morale d'un monde de fraternité édifié à coups de tolérance, de bonne volonté et de réconciliation.

Certes, le pacifisme stalinien, tel qu'il s'exprime en France par exemple dans le refus d'une « bombe » « trop chère », « antidémocratique », est une pièce comme une autre du crétinisme réformiste du PCF. Mais il s'agit aussi d'un pacifisme en trompe-l'œil. Car ce qui fonde l'idéologie du désarmement (nucléaire et autre) du PCF, c'est certes l'idée que l'impérialisme mondial peut être « contraint » par la pression pacifique de l'opinion mondiale à reculer et désarmer, mais aussi celle que tout ce qui renforce le rapport des forces politiques et militaires en faveur de l'URSS est bon pour les peuples et... la paix.

ARRIERES-PENSEES POLITIQUES

Le pacifisme stalinien, pour entièrement criminel qu'il soit en ce sens qu'il désarme le prolétariat face à l'impérialisme, est donc spécifique. De ce point de vue, aucune différence entre staliniens français et soviétiques : les mêmes arrières-pensées politiques. Un exemple : lorsque les dirigeants de l'URSS négocient avec Nixon le désarmement nucléaire partiel, signent le traité de Moscou sur la limitation des expérimentations nucléaires, ils ne sont pas tant criminels en ce qu'ils affaiblissent le potentiel militaire de l'URSS. Car ces négociations sont un véritable « grand jeu », un gigantesque trucage où les compères jouent avec les mêmes cartes au pseudo-désarmement. L'aspect militaire des choses est secondaire dans cette affaire pour autant que les uns et les autres savent qu'en aucun cas le partenaire n'accepterait quelques mesures qui nuisent réellement sa capacité de frappe nucléaire.

Les mesures communes adoptées telles que l'interdiction des expérimentations en atmosphère le contingentement de certains types de missiles anti-missiles sont soigneusement conçues pour ne pas handicaper la force de frappe réelle des uns et

Ce n'est pas d'hier que les staliniens français se sont prononcés contre l'armement nucléaire français. Mais pour des raisons tout autres que celles des marxistes révolutionnaires.

Contrairement à ce que l'on imagine parfois, leur point de vue sur cette question n'est pas déterminé par l'objet auquel il s'applique, la « bombe atomique », réputée arme absolue. Il trouve ses racines dans une méthode de pensée qui préexiste largement à la 1ère explosion nucléaire, le social-pacifisme et son corrolaire l'idéologie du désarmement.

des autres, c'est-à-dire ne pas remettre en cause la capacité pour chacun de causer un dommage irréparable à l'autre.

IDEOLOGIE DU DESARMEMENT

Ainsi, contrairement à ce qu'on pouvait reprocher à Staline en 40, on ne peut pas dire que les dirigeants de l'URSS capitulent militairement devant l'impérialisme en développant les fictions social-pacifistes du désarmement nucléaire progressif. Ce qu'il convient de leur reprocher avant tout c'est de désarmer politiquement la classe ouvrière mondiale en l'intoxiquant avec le mythe de la coexistence pacifique, avec son corrolaire l'idéologie du désarmement. Idéologie qui n'est elle-même que le revers de toutes les grandes capitulations, de Cuba au Vietnam. Idéologie qui cristallise une

approche bourgeoise de la question du danger de guerre avec l'impérialisme que l'on écarterait à coups de reculades et de dérobades. Idéologie enfin qui trouve son achèvement dans la conception d'une conquête « pacifique » progressive et diplomatique de positions de force dans le monde au détriment de l'impérialisme et qui vient encore récemment de faire la preuve de son inanité en Egypte...

TISANE DE COEXISTENCE

Ce qui est vrai du pacifisme « soviétique » l'est a fortiori de celui des staliniens français. Il faut faire la part du pur crétinisme et celle des intérêts « bien compris » de l'Etat soviétique. Le crétinisme, c'est toute la tisane de coexistence possible avec l'impérialisme, tout ce qui oc-

A BAS LES ESSAIS NUCLEAIRES DANS LE PACIFIQUE!

Les essais nucléaires français doivent être dénoncés avec une vigueur particulière. D'une part, parce qu'il s'agit d'essais en atmosphère, cyniquement effectués aux antipodes de notre pays et au mépris des protestations chaque fois réitérées avec la dernière énergie par les pays directement concernés, Australie, Nouvelle-Zélande, Pérou également. D'ailleurs, ces essais en atmosphère se heurtent à un tel courant d'opinion qu'il semble bien que Giscard s'oriente vers des essais sous-terrains.

Un aspect généralement sous-estimé par les opposants aux essais dans le Pacifique est le fait que l'implantation du « Centre d'expérimentation du Pacifique » en Polynésie par de Gaulle a constitué un fait colonial, cynique et brutal. Daniel Guérin a montré dans un article « Tahiti malade de la bombe » comment l'implantation du centre avait rompu l'équilibre

socio-économique traditionnel de la société polynésienne. Comment les campagnes avaient été désertées par leurs habitants, attirés à Papeete par les salaires relativement élevés ; comment les cultures traditionnelles avaient de ce fait décliné ; comment une spéculation immobilière et foncière s'était développée, brisant les structures traditionnelles de la société polynésienne fondée sur l'indivision des terres. Comment on avait assisté à l'ascension fulgurante des entrepreneurs, spéculateurs vivant de trafics de terres notamment. Comment la langue française a été imposée comme « officielle » dans les écoles et le langage autochtone banni...

C'est là un fait de destruction coloniale irrémédiable. Et c'est cela aussi « la bombe ».

Arrêt immédiat des essais nucléaires dans le Pacifique ! Indépendance immédiate pour la Polynésie prétendument française !

culte la nature réelle de l'impérialisme, c'est l'idéologie de service du P.C.F. qui proclame que « les accords signés à Moscou représentent de la part de l'impérialisme, l'aveu de la reconnaissance d'un équilibre et donc d'un affaiblissement de sa part qu'il n'est plus en mesure d'empêcher ». C'est toute l'argumentation superficielle contre la « bombe » chère, inefficace, antidémocratique que développent les staliniens au nom de l'intérêt national » et d'une véritable Défense nationale.

UNE IDEE DERRIERE LA TETE

Ce qui est moins crétin par contre, d'un point de vue stalinien, c'est l'idée implicite du discours contre la bombe que tient le P.C.F. : à savoir qu'il ne saurait finalement y avoir de meilleure France que neutralisée autant que faire se peut, arrachée au bloc atlantiste, le cul entre les deux chaises américaine et soviétique et dépourvue de la toujours redoutable carte de visite des « grands », la Bombe. Position « réaliste » pour autant que toute perspective de soviétisation de la France est écartée. Position forte pour autant qu'elle s'appuie sur deux évidences, d'une part le caractère totalement fictif de l'indépendance nucléaire française et d'autre part l'orientation ouvertement anti-soviétique de cette « Force de frappe ». Ce n'est pas pour rien que les staliniens ont actuellement comme cheval de bataille principal la dénonciation des « glissements atlantistes » de la politique militaire française, glissements effectifs d'ailleurs comme on peut le voir à la lumière des négociations d'Ottawa. Il n'y a même rien de surprenant du tout à ce qu'un des mots d'ordre de désarmement principaux des staliniens français soit la dissolution simultanée du pacte de Varsovie et de l'OTAN. Nul doute que si c'était le prix (modique) à payer pour un approfondissement sérieux des contradictions et discordes au sein du bloc atlantiste, les soviétiques immoleraient d'un cœur léger le pacte de Varsovie. Le ciment du bloc stalinien est suffisamment solide encore pour que la disparition d'un chiffon de papier ne trouble pas les nuits de Brejnev.

Les staliniens français ne sont pas contre la « bombe » française parce qu'ils sont communistes et internationalistes. Ils la dénoncent parce qu'ils sont d'authentiques crétiens pacifistes dévoués à une vision « patriotique » de la défense de l'Etat soviétique... ce qui est une autre façon de dire qu'ils ont définitivement cessé de parler au nom du communisme.

LE MLN TUPAMAROS AUJOURD'HUI

Après de graves revers, commencés le 14 avril 1972, le MLN Tupamaros s'est replié. Ce repli marqué par l'absence d'actions et le silence face à des événements importants (comme la crise de février 73) a été interprété par beaucoup comme la disparition définitive des Tupamaros. Or, cette période de repli a été marquée par la restructuration de l'organisation et surtout par un intense débat idéologique. Ce débat a été sanctionné publiquement par la diffusion, notamment dans plusieurs entreprises de Montevideo, en juillet 73, d'un appel au peuple uruguayen. Cet appel amorçait une analyse critique de l'action passée du MLN, analyse poursuivie dans d'autres textes postérieurs. Les déficiences du mouvement furent, d'après ce texte, la sous-estimation des forces de l'ennemi et la sous-estimation de « l'immense capacité de lutte du peuple ». La trahison a joué également un rôle important dans les revers subis.

Depuis la publication de cet appel, le MLN a repris ses activités, orientées principalement vers le renforcement de son implantation dans la classe ouvrière. La presse à plusieurs reprises, a déjà fait état de découvertes par la police de « cellules subversives » et d'affrontements avec les forces armées. Le 20 avril dernier, trois jeunes femmes (Diana Maidanik, Silvia Ryes et Laura Reggio), soupçonnées d'appartenir au MLN, ont été assassinées. A partir de janvier de cette année paraît tous les mois « El Tupamaro », organe du mouvement. Pour diffuser ce journal, des militants ont occupé à plusieurs reprises, des cinémas de Montevideo et ils ont bloqué, notamment dans les quartiers ouvriers de El Cerro et La Teja, des autobus.

Cet article ne se veut pas un bilan de l'action passée ou présente du MLN. Trop d'éléments manquent encore pour faire un véritable bilan. Il a seulement pour but de faire le point des positions actuelles du mouvement sur quatre questions : l'analyse des forces armées, l'analyse du parti communiste, la nature de la révolution, la conception du parti.

soldats « qui n'ont rien en commun » avec l'oligarchie qu'ils défendent.

L'ANALYSE DU PARTI COMMUNISTE

Au moment de sa création et tout au long des années qui ont suivi, le MLN s'était interdit de critiquer, autrement que par ses actions, la ligne des autres organisations de gauche. Rappelant sur quelles bases s'était créé le mouvement, un militant déclare, dans le livre « Nous les Tupamaros » :

« Nous pensions : 1) qu'il était impossible d'accéder au pouvoir par des voies pacifiques, 2) que la lutte armée immédiate était nécessaire, 3) que la conscience et l'unité étaient issues de l'action, 4) qu'il fallait définir notre propre ligne politique par l'action et non par la négation systématique des autres lignes politiques ».

Ces points constituaient une rupture radicale avec la ligne du PC, comme du PS et des autres organisations de gauche, pour qui l'Uruguay était une exception en Amérique latine. Pour le MLN, comme le dit l'un d'entre eux, l'Uruguay allait connaître un processus de sous-développement : « Nous allons cesser d'être une île pour entrer dans la géographie latino-américaine. » La suite des événements a montré que ce point de vue était fondamentalement juste.

Aujourd'hui le MLN se fait plus précis dans sa critique du PC, il note que pendant la grève générale de juillet 1973, « le rôle négatif de la con-

parfois elles l'ont eu — et forment seulement son wagon de queue. Il n'y a pas d'autres changements à faire : ou révolution socialiste ou caricature de révolution ».

Certes il déclare :

« La lutte contre les licenciements, comme la lutte pour la liberté des prisonniers politiques et des emprisonnés, comme la lutte pour la défense des libertés syndicales et politiques et la lutte pour les salaires se lient au point de former une partie inséparable de la lutte contre la dictature militaire fasciste et pour le socialisme ».

Mais par ailleurs, le MLN parle de « l'alliance révolutionnaire de la classe ouvrière avec les autres classes et couches populaires, qui, avec un profond sentiment anti-impérialiste, populaire et démocratique, sera capable de grouper autour d'elle toutes les forces sociales qui aujourd'hui et chaque jour marquent ses différences avec le gouvernement ». Et il appelle à la construction d'un Front de Libération Nationale et d'une Armée populaire. La bourgeoisie nationale, ou, tout au moins, un secteur d'entre elle, pourra-t-elle faire partie de ce Front ? Et, dans ce cas, le MLN prévoit-il une étape démocratique, au cours de laquelle cette bourgeoisie nationale aura son rôle à jouer ? L'Uruguay peut-il encore aujourd'hui connaître une période démocratique bourgeoise stable ? Telle est la question dont la réponse reste floue.

LA CONSTRUCTION DU PARTI

Si dans ses documents internes, le MLN s'est toujours considéré comme un parti, dans ses documents publics il se présente d'une manière très large comme le peuple en armes. Dans sa « Lettre aux militaires » de juillet 1970, il déclare notamment :

« Nous sommes le peuple qui est fatigué de la tromperie et qui décide de prendre son destin dans ses propres mains. Nous provenons de tous les secteurs politiques et philosophiques. Nous avons des professions et activités les plus variées. Nous sommes ouvriers, employés, techniciens, étudiants, petits commerçants, ménagères, enfin tous ceux qui n'ont pas des complicités honteuses et qui désirent un destin courageux pour le pays. Dans nos rangs il y a des blancs, des colorados, des catholiques, des protestants ; il y a des ecclésiastiques, des médecins, des ingénieurs, des militaires, des croyants et des athées ».

Une telle déclaration est typique des pressions de la petite bourgeoisie qui, au dire du MLN, dans une interview de septembre 1973, avait acquis l'hégémonie idéologique au sein de l'organisation et lui avait donné un cours militariste, tournant le dos à la classe ouvrière.

Il y a une grande différence avec les déclarations actuelles. Dans le numéro 1 de « El Tupamaro », le MLN s'assigne comme tâche de construire le Parti révolutionnaire qui « garantira l'indépendance idéologique et politique de la classe ouvrière ».

L'éditorial déclare notamment :

« L'absence d'une réelle avant-garde, solidement enracinée dans les masses et particulièrement dans la classe ouvrière, capable de mener et d'assumer l'ensemble des tâches du peuple, organisant la guerre populaire, est aujourd'hui la question indispensable et prioritaire à résoudre. Sans cette organisation la révolution ne sera pas possible dans notre patrie. L'immense tâche d'entreprendre patiemment sa construction part du présupposé essentiel de la société socialiste et du rôle déterminant que doit accomplir la classe ouvrière dans son élaboration ».

D'autres questions concernant le MLN, en particulier son analyse de la guerre populaire, ou lien entre les actions armées et les luttes de masse, son analyse de l'articulation continentale des luttes — en particulier après la formation de la junte en coordination avec l'ERP (Argentine), le MIR (Chili) et l'ELN (Bolivie) sont à traiter. Elles le seront en d'autres occasions.

Hugo SALVO



« Nous sommes le peuple qui est fatigué de la tromperie et qui décide de prendre son destin entre ses propres mains ».

Pour mesurer l'évolution du chemin parcouru par le MLN, il faut rappeler qu'en juillet 1970, dans une « lettre aux militaires », le MLN déclarait notamment que, dans la lutte de libération nationale, « il peut y avoir une place pour les forces armées de notre pays, qui sont aussi le peuple... » La même année un militaire rejoignant les Tupamaros reprochait aux forces armées d'avoir sali leur uniforme dans la répression.

L'ANALYSE DES FORCES ARMEES

Depuis l'appel de juillet 1973, la position est claire : les forces armées sont « le bras armé de l'oligarchie ». Cela est sans cesse repris dans les textes suivants. Pour le MLN, l'armée est

devenue, après l'échec des partis traditionnels, le parti de la bourgeoisie, parti ayant pris directement le pouvoir. Dans un long article consacré aux communiqués des 4 et 7 février 1973, article publié dans « El Tupamaro » N° 3 de mars 1974, sont analysées les divergences au sein des forces armées : les 2 clans en lutte sont le reflet de la lutte entre 2 secteurs de l'oligarchie

dominante : d'une part les latifundistes représentés par le général Cristi et d'autre part la grande industrie (les frigorifiques) et la banque représentés par le secteur dit « progressiste » du général Chiappe Pose et du colonel Bolentini. En conclusion de cette analyse, le MLN, assigne pour tâche aux révolutionnaires la destruction des forces armées, tout en maintenant un travail au sein de celles-ci visant principalement les

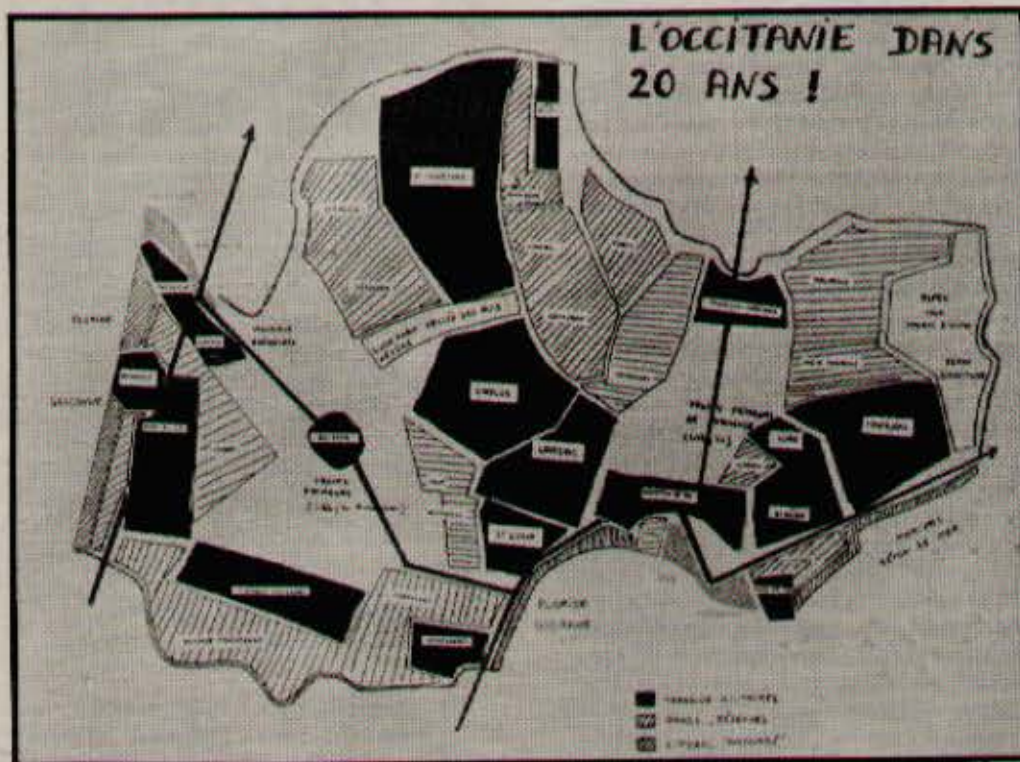
ception réformiste, qui limita en permanence les objectifs à la chute de Bordaberry » a semé la confusion et démobilisé le peuple. La critique fondamentale au PC est qu'il recherche « une issue militaire » en soutenant le secteur dit progressiste des forces armées. Mais cette critique se limite aux accusations de démobiliser la classe ouvrière ; elle ne va pas jusqu'à la critique de la stratégie du PC : la conception de la révolution par étapes.

LA NATURE DE LA REVOLUTION

Le fait de ne pas pousser la critique du PC à la critique de sa stratégie étagée se retrouve dans la caractérisation que fait le MLN de la nature de la révolution uruguayenne. Certes le MLN s'assigne clairement pour objectif la destruction du régime capitaliste et la construction d'une société socialiste ; certes, il reprend à son compte la formule du Che : « Les bourgeoisies autonomes ont perdu toute capacité d'opposition à l'impérialisme — si

POURQUOI CANJUEURS

Depuis trois semaines environ, on voit fleurir sur les murs des affiches nationales du C.A.M. annonçant un rassemblement antimilitariste, contre l'extension des camps militaires, les 13 et 14 juillet à Canjuers. La première page de Révolution !, identique à celle de Lutte Antimilitariste, indique assez que cette organisation est décidée à mobiliser toutes ses forces pour la réussite de cette initiative. C'est pourquoi il est intéressant d'analyser la préparation du rassemblement du 14 juillet, car elle illustre bien l'attitude de Révolution ! vis-à-vis des tâches antimilitaristes aujourd'hui.



L'an dernier, les Paysans-travailleurs avaient organisé une marche sur le Larzac, qui rassembla 100.000 manifestants. Elle se déroula sous le signe de Lip, et apparut comme la première grande manifestation de la rentrée sociale. Le Larzac, où les paysans mènent une lutte organisée de longue haleine (depuis 1970) contre l'expropriation, fut alors le lieu de convergence de nombreuses forces sociales : les travailleurs, les paysans et les jeunes.

Rien de tout cela ne se retrouve dans le rassemblement de Canjuers cette année : l'expropriation est déjà réalisée et il n'y a pas cette lutte acharnée qu'ont menée et qui mènent encore les paysans du Larzac et qui constituait le soubassement social déterminant de la grande mobilisation de l'été dernier. Et aucun Lip ne se déroule aujourd'hui.

Force est de constater que le rassemblement de Canjuers ne dressera que les anti-militaristes face à l'armée, même si quelques vacanciers peuvent être attirés par le bal et la fête populaire.

Il s'agit donc d'un choix délibéré de Révolution ! de concentrer l'activité antimilitariste sur le problème de l'extension des camps militaires, à l'heure même où ce sont les luttes des soldats pour les revendications démocratiques et l'apparition massive des comités de soldats dans les casernes qui marquent l'actualité antimilitariste. Et, de fait, dans de nombreuses villes, les militants de Révolution !, au travers des CAM, trouvent mille et un faux-fuyants pour repousser aux calendes grecques la solidarité avec l'appel des 100, les distributions de tracts aux permissionnaires, les réunions de conscrits, etc.

UNE INITIATIVE SECTAIRE

En plus de son caractère erroné politiquement, l'initiative du CAM est sectaire. Au lieu de développer l'unité du mouvement anti-militariste, matérialisée lors de la manifestation régionale de Toulon (où, comme par hasard, Lutte Antimilitariste a oublié de noter la présence du CDA) et des Assises anti-militaristes européennes, le CAM a préféré organiser tout seul « son rassemblement ». Et c'est seulement après la parution des tracts et des affiches, qu'il s'est décidé à convoquer les « forces extraparlementaires » (sic), dont le CDA... pour leur proposer de se rallier à une initiative qui resterait sous sa seule responsabilité ! Il y a là une recherche de l'unité d'action vraiment exemplaire !

UNE OPERATION GADGET

Il est clair désormais que le rassemblement de Canjuers est une opération de boutique de Révolution !, bien plus qu'une réponse aux tâches anti-militaristes actuelles. Il s'agit de « monter en épingle » artificiellement le CAM, d'un alibi supplémentaire pour « prouver » la justification du CAM comme organisation indépendante et refuser la fusion avec le CDA.

En fait, le choix de Révolution ! sur Canjuers renvoie à une analyse fautive des luttes dans les casernes. On trouve dans Lutte Antimilitariste N° 16, ces lignes étonnantes : « On peut dire que le mouvement des Comités de soldats existe aujourd'hui sur la scène politique au même titre que le mouvement de la gauche ouvrière dans les entreprises, que celui des Comités de lutte des lycéens, que celui des immigrés, des femmes ou des jeunes. Avec les révolutionnaires, une nouvelle catégorie sociale (!) (les soldats, appelés ou jeunes engagés) est entrée en lutte contre le gouvernement de la bourgeoisie en rupture avec les conceptions réformistes de démocratisation de l'armée du capital. »

Il y a là une véritable idéalisation des luttes dans les casernes. S'il est vrai que l'irruption des luttes de soldats sur la scène politique en particulier à travers l'appel des 100, a bouleversé les conditions du combat antimilitariste, il est complètement erroné de parler d'un « mouvement des comités de soldats ». Au contraire, même s'il existe une grande combativité dans les casernes, on est obligé de reconnaître l'extrême fragilité des comités de soldats (comme à Mourmelon), liée aux difficultés énormes de centralisation des luttes et à la faiblesse du mouvement civil de soutien.

Par ailleurs, il est illusoire de penser que la jeunesse encasernée a opéré une rupture consciente et durable d'avec « les conceptions réformistes de démocratisation de l'armée du capital », même si cela est vrai au niveau des formes de lutte adoptées jusqu'à présent.

Ce que les camarades de Révolution ! ne comprennent pas, c'est que les soldats, les marins et les aviateurs ont aujourd'hui besoin d'une solidarité militante qui leur soit directement sensible dans leur ville de garnison et qui vise... grâce à la mise en branle des organisations ouvrières et démocratiques, à faire échec à la répression et à obtenir satisfaction sur tout ou partie de leurs revendications. Ce qui est nécessaire, c'est de développer l'implantation des comités de base, de les lier aux futurs conscrits et y compris aux appelés et aux engagés grâce au parrainage, bien plus que de multiplier les initiatives nationales.

L'ATTITUDE DU C.D.A.

Pour toutes ces raisons, le collectif national du C.D.A. a décidé de ne pas appeler à Canjuers. Seuls les comités du Sud (Montpellier, Nîmes, Perpignan, Sète, Toulon) seront présents au rassemblement. Ils organisent une mobilisation régionale à l'aide d'une affiche tirée à 3000 exemplaires et monteront massivement sur Canjuers en centrant leur intervention sur les luttes et les revendications du contingent, à travers l'appel des 100, les comités de marins de Toulon et « Col Rouge », les luttes du 24ème RIMA de Perpignan, les stages commandos de Montlouis, etc.

Correspondant Montpellier

SYNDICALISME ET DEFENSE DES APPELES

La défense des appelés a un but : maintenir les liens entre les travailleurs qui subissent l'embrigadement militaire et ceux qui continuent leurs luttes dans les entreprises. Pour lutter contre la guerre civile que prépare l'armée bourgeoise, il n'est de meilleur moyen que de refuser l'isolement des appelés.

Organiser les militants syndicaux pour les préparer à ne pas subir passivement l'armée est une tâche essentielle du syndicat comme de toute organisation ouvrière. Maintenir les contacts entre le soldat et son syndicat, continuer à le considérer comme un syndiqué à part entière, c'est plus que lui offrir le bouclier de la solidarité ; c'est apprendre à lier directement les luttes des travailleurs et celles des soldats, c'est briser très concrètement l'embrigadement militaire, la contre-école de classe que peut être l'armée.

Le syndicat a un rôle essentiel à jouer contre l'armée bourgeoise. « L'appel des soldats » fournit l'occasion de commencer, en manifestant sa solidarité, une activité syndicale sur l'armée. Mais il est possible et nécessaire d'aller plus loin :

- préparer les jeunes travailleurs à leur incorporation en les informant de ce que l'armée veut faire d'eux.

- maintenir les liens syndicaux avec eux, en les mettant en contact avec l'UL de leur lieu d'incorporation, en leur faisant parvenir la presse syndicale, en leur permettant de conserver des contacts avec leurs camarades de travail.

- lutter pour les droits démocratiques des soldats.

Il est possible au syndicat de prendre toutes les initiatives en liaison avec les organisations de défense des appelés et anti-militaristes. Mais il a aussi sa propre contribution à apporter.

Lors du congrès fédéral PTT CFDT de Lorient, le syndicat des services postaux de Paris a proposé une résolution, adoptée par le congrès, sur l'incorporation des jeunes postiers. Elle portait sur les points suivants :

- nécessité de publier une brochure pour les jeunes postiers partant à l'armée.

- nécessité de garder les liens entre les syndicats et les postiers sous les drapeaux, à travers toutes les structures possibles (syndicats, UL, etc...)

Le syndicat des services postaux de Paris, en application de la résolution, a décidé : 1) de convoquer des réunions avec les jeunes postiers incorporés au mois d'août, 2) pour faciliter ces contacts de rédiger une brochure d'explication sur l'armée intitulée « Postier ou soldat, tu restes un travailleur ! ».

La contribution de ce syndicat est exemplaire. Elle montre ce qu'il est aujourd'hui possible de faire.

Nous publions ci-dessous des extraits de la brochure.

« ... Cette brochure, rédigée avec des postiers qui viennent de faire leur service militaire, a pour premier but de répondre à tes questions sur l'armée. Mais aussi, face à la hiérarchie militaire, la CFDT avance un certain nombre de revendications pour les travailleurs à l'armée. A toi de les connaître, de les discuter et de lutter : tel est le second but de cette brochure... »

« ... Dans les premiers jours c'est la visite de la caserne avec musique militaire, le passage à la tondeuse. (alors qu'aucun exercice militaire ne justifie d'avoir les cheveux coupés à ras), l'apprentissage des grades, du salut, la réception du paquetage que l'appelé apprendra à ranger rapidement selon les normes et qu'il devra conserver intact sous peine de sanction. Comme par hasard, comme aux PTT, l'uniforme sera rarement à sa taille. (...) Marchez ! Courez ! A plat ventre ! Debout ! Reposez armes ! courez ! Au pas ! Tête droite ! ... Les ordres imbéciles, l'arbitraire des chefs que tu connais au travail, tu les retrouves en 100, 1000 fois plus à l'armée ! ».

« ... Face à l'armée, la réaction des appelés peut être souvent de dire : « ce système est absurde, on n'y peut rien. La machine est plus forte que nous... ce n'est qu'un mauvais moment à passer, ça finira bien un jour. Pour le moment tenons-nous tranquilles et attendons la prochaine permission jusqu'à la quille... » Pourtant, derrière son absurdité apparente le système militaire est d'une grande logique. En apprenant à l'analyser, on peut mieux le combattre. »

« ... A chaque période historique la bourgeoisie a façonné l'armée suivant ses intérêts. L'armée a servi à la fin du 19^e siècle à conquérir les empires coloniaux ; jusqu'en 1939 elle était orientée dans le sens de la « revanche » contre l'Allemagne ; jusqu'en 1962, l'armée était essentiellement utilisée contre la révolution coloniale en Indochine et en Algérie. De puis mai 68, tout en servant à maintenir les intérêts de l'impérialisme français dans les pays qu'il domine (Afrique francophone, TOM-DOM...) l'armée s'oriente de plus en plus dans sa lutte contre l'ennemi intérieur ».

« ... Lutter sur les revendications de la CFDT

- Faire du soldat un citoyen à part entière

- Obtention de toutes les libertés syndicales et politiques à l'armée, notamment la liberté d'opinion et d'association

- Versement pour les postiers comme à l'EDF du salaire pendant la période passée à l'armée

- Transports gratuits pour les appelés

- Suppression des tribunaux militaires, les militaires doivent être soumis à une juridiction civile

- Suppression des discriminations que subissent les jeunes travailleurs avant le service militaire, en matière d'embauche, de statut, de salaire.

Empêcher l'embrigadement de la jeunesse à l'armée :

- Rétablissement et extension des sur-sis comme le demandait le mouvement de la jeunesse en mars-avril 73, contre la loi Debré

DERNIERE MINUTE : REPRESSION A TOULOUSE

A la caserne Niel de Toulouse, une première liste avait recueilli 5 signatures : BLOT, CANDILLE, WEBER, FERNANDEZ, RENOUVILLE. Plusieurs dizaines de nouvelles signatures étaient en cours quand l'un des signataires, LACAUSSE, a été muté avant leur publication. D'autre part, RENOUVILLE s'est vu infliger 60 jours d'arrêts de rigueur, des poursuites judiciaires pour incitation de soldats à protestation et communication de renseignements à l'extérieur. Il a de plus été muté à Paris ainsi que WEBER qui s'est vu infliger 20 jours d'arrêts simples. CANDILLE a été sanctionné de 30 jours d'arrêts de rigueur.

RECTIFICATIF

« Je soussigné V. CARDINAL déclare n'avoir jamais signé l'appel des 100 soldats. Apprenant accidentellement que mon nom figurait au bas de ce texte, je tiens à affirmer mon désaccord avec de telles méthodes. Réservez mon avis sur le contenu de cet appel, je désapprouve la façon dont cette action est menée ».

— Libre choix de la date d'incorporation pour toute la jeunesse

— Réduction du temps de service au temps des classes. Les travailleurs doivent effectivement apprendre le maniement des armes (cela pourrait servir non pas tellement contre les « rouges » comme le raconte la hiérarchie militaire, mais contre les officiers putschistes soutenus par les magnats de l'industrie américaine)

— Interdiction de toutes les brimades

— Mobilisation le plus près possible du lieu d'habitation

— Suppression de l'encasernement forcé par le droit de sortie après 8 h de service

— Contre les permissions attribuées à la tête du client, droit aux permissions régulières

(...)

— Droit à l'objection de conscience

— Publication et élargissement de la loi

— Non à l'extension des camps militaires comme au Larzac ou à Rivesaltes (...)

— Abrogation de toute clause de règlement militaire prévoyant le remplacement par des soldats de travailleurs grévistes. Actuellement, le règlement prévoit l'intervention de l'armée : pendant une grève des transports publics : pour le tri du courrier ; pour décharger des bateaux ou des trains transportant des denrées périssables ; pour le transport du ravitaillement... »

« ... Nous savons qu'en tant que jeune postier tu risques de te trouver isolé dans ta caserne. C'est pourquoi la CFDT a décidé de garder des liens avec les postiers appelés au service national :

— D'abord par une réunion préalable d'information des postiers appelés et des responsables syndicaux. Dans cette réunion discute avec nous de cette brochure et des problèmes que tu as avant ton départ à l'armée.

— Ensuite par la mise en contact des postiers avec les UL ou les sections locales CFDT de leur lieu d'incorporation. Lors de tes permissions ou de tes quartiers libres tu pourras aller les voir et poser tes problèmes.

— Enfin par l'envoi de la presse syndicale aux syndiqués sous les drapeaux (à une adresse personnelle, pas à la caserne) et la participation à toutes les activités syndicales lors des permissions.

Dans la caserne ton expérience de lutte aux PTT te servira. Comme aux PTT ce n'est pas les combines par mais en te servant les coudes avec les camarades appelés, en établissant un rapport de forces avec la hiérarchie militaire pour qu'elle te respecte, toi et tes camarades, que nous pourrions avancer vers la satisfaction de ces revendications. Le soutien extérieur du syndicat comme des organisations antimilitaristes qui se développent actuellement (comités de défense des appelés, comité antimilitariste etc...) pourra t'aider à briser le mur du silence des casernes »

« ... C'est une lutte difficile car il y a moins de possibilités légales que dans les entreprises. Mais c'est une lutte nécessaire pour instaurer le pouvoir des travailleurs qui est notre but. L'établissement du socialisme autogestionnaire, ou tous les travailleurs participeront à l'organisation d'une société faite par eux et pour eux, passe par la lutte dès aujourd'hui contre l'armée actuelle »

CFDT-PTT

Syndicat de la ligne des ambulants du Sud-Ouest, 26 Bd de la Gare

PARIS XIII^e

Paris/Austerlitz, le 28.6.74

MOTION

Considérant les faits qui se déroulent actuellement dans l'armée :

— Multiples emprisonnements de soldats, soupçonnés d'avoir organisé leurs camarades au sein de « comités de soldats », à Reims, Toulon, Nancy, Mourmelon...

— Sanctions arbitraires (arrêts de rigueur, mutations, mises au secret) contre les soldats signataires du « Manifeste des Cent », appel public nominal lancé entre les deux tours de l'élection présidentielle et revendiquant les droits démocratiques pour le contingent...

Les postiers cfdt d'Austerlitz, réunis en conseil syndical le 28.6.74, protestent contre le renforcement actuel de la répression dans les casernes et exigent la libération immédiate de tous les soldats emprisonnés.

Ils élèvent notamment une vive protestation contre la toute récente mutation pour une destination inconnue du jeune soldat Raymond Boris, signataire du « Manifeste des Cent », responsable syndical membre de la commission exécutive du syndicat CGT des hospitaliers qui effectuait son service à l'hôpital militaire D. Larrey à Versailles.

Ils assurent les autres signataires du « Manifeste des Cent », aujourd'hui plus de 600, de leur entière solidarité.

Au sujet du service national, nous rappelons la position de la CFDT adoptée au 35^{ème} congrès fédéral des PTT de Lorient :

— L'appelé au service national, en tant que jeune travailleur réclame de façon légitime la con-

servation intégrale de ses droits syndicaux durant toute la période de son temps d'incorporation... Il doit pouvoir lutter contre l'embrigadement de l'armée qui pourrait l'amener à intervenir contre d'autres travailleurs en lutte (cf. Chili).

En accord avec cette résolution, les postiers CFDT d'Austerlitz s'engagent, dans leur entreprise, d'une part à informer préalablement les futures appelés sur les droits et revendications du travailleur sous les drapeaux ; d'autre part à garder des liens avec les postiers partis au service afin de briser leur isolement voulu par la hiérarchie militaire.

— Le Conseil national du S.N.E.S. réuni le 20 juin 1974, s'associe pleinement à la protestation publiée le 10 mai par la F.E.N. qui a réaffirmé à cette occasion l'exigence « d'une réforme démocratique du service national comportant en particulier le libre choix de la date d'incorporation entre 18 et 24 ans, la démocratisation de la vie militaire, la liberté d'information

et d'expression ».

Estimant légitime l'exigence présentée par les soldats du contingent d'obtenir la reconnaissance des droits démocratiques et rappelant la revendication d'un statut démocratique du soldat formulée par le congrès d'avril 1973, du S.N.E.S.

— Le Conseil invite les sections du S.N.E.S. à se tenir informées des brimades injustifiables qui frappent les jeunes appelés et à exiger, dans l'unité avec les autres syndicats, partis de gauche et organisations démocratiques de la jeunesse, la levée des sanctions en question et la reconnaissance des droits démocratiques pour tous les jeunes à l'armée.

— Le Conseil invite les sections du S.N.E.S. à se tenir informées des brimades injustifiables qui frappent les jeunes appelés et à exiger, dans l'unité avec les autres syndicats, partis de gauche et organisations démocratiques de la jeunesse, la levée des sanctions en question et la reconnaissance des droits démocratiques pour tous les jeunes à l'armée.

On n'efface pas 1000 signatures a coup de mutations !

Près de 1000 soldats ont aujourd'hui signé le Manifeste. Chaque semaine, ce sont plus de 1000 signatures nouvelles qui parviennent à la presse.

Jusqu'à présent M. Soufflet est resté muet. Et pourtant, qui nierait aujourd'hui que ce Manifeste exprime le point de vue du contingent tout entier ? Lundi soir à la télé, interpellé par Laurent Salini de L'Humanité et Jacques Fauvet du Monde sur la répression contre certains signataires, Chirac n'a rien trouvé à répondre...

Dans les syndicats, la solidarité avec les 1000 se renforce. Le SNES vient de prendre position. Au Havre, le député-maire PCF, Duroméa, s'adresse à Soufflet pour lui demander des comptes sur la répression que subit un des signataires, J.-P. Ternon.

C'est que pour toute réponse, le ministre de la Défense semble choisir de durcir la répression. A Lyon, 9 signataires dont plusieurs sergents ont été sanctionnés et mutés. A Villigen, RFA, le chasseur Alain Filet a été frappé de 60 jours d'arrêts de rigueur sous prétexte qu'il avait signé et aurait fait signer l'appel. A Toulouse, caserne Niel, plusieurs signataires ont disparu. A Saarebourg, J.-P. Ternon est muté et frappé de 30 jours d'arrêts de rigueur...

Où Soufflet veut-il en venir ? S'il imagine qu'à la faveur de la démobilisation des vacances il pourra frapper sans rencontrer de riposte, il se trompe lourdement. L'indignation suscitée par les mesures disciplinaires prises à l'encontre de certains signataires à Lyon, au Havre, à Rouen donne la mesure de l'opposition que rencontrerait une répression frontale contre les 1000. Derrière eux se tient le contingent. Derrière le contingent, il y a le mouvement ouvrier qui, de plus en plus, se sent concerné.

109 NOUVELLES SIGNATURES

32^{ème} REGIMENT DE GENIE BRISACH

1^{er} SM OSTYN Gérard, 2^{ème} SM DEGROOF Jean-Luc, 2^{ème} SM MARTEL, 2^{ème} SM COUTEAU, 1^{er} SM SULIGNAT Henri, 1^{er} SM COLIGNON Pierre, 1^{er} SM PALENCIA Patrice, 2^{ème} SM RACQUEL Alain, 2^{ème} SM COTTENCEAU Jean-Pierre, 2^{ème} SM LARSONNEUR Pascal, 1^{er} SM DUPIY Pascal, 2^{ème} CL GAY Robert, 2^{ème} CL COQUELIN Pierre, 2^{ème} CL FOY Christian, CAP MAUGER Didier, 2^{ème} SM PIERES, 2^{ème} SM VEILLOT, 2^{ème} SM ROBILLARD, 2^{ème} SM DOLENC, 1^{er} SM STUDER, 1^{er} SM WECKER François, 1^{er} SM CUSSIER Michel, C/C DELECLUSE Philippe, 1^{er} SM COUSINOU Gabriel, 1^{er} SM MARCHESSOUX, C/C PETIT, CAP VIOLEAU Alain, 1^{er} SM LEFEVRE Jean, 2^{ème} SM LEGAL Jean-Luc, 2^{ème} SM MOTOT Didier, 2^{ème} SM MOTOT Didier, 2^{ème} SM BATTINIA, 2^{ème} SM SIMON Pierre, C/C MARCASSIN Robert, 2^{ème} SM TOURNAY Jean-Luc, 2^{ème} SM LAFFARGUE Jean-Paul, 2^{ème} SM O'CONNOR Alex, 2^{ème} SM LABADIE Didier, 2^{ème} SM N'GUYEN VAN Daniel, 2^{ème} SM TEROSIER J.-P., 2^{ème} SM DUVAL Didier.

1^{er} RIMA GRANVILLE

ELMALEH Jacob

CANJUEURS

TROTTIN Emmanuel

3^{ème} RH PFORZHEIM (RFA)

LACROIX Gérard, ORSAT Pierre, DENAUD Philippe

GRENOBLE 6^{ème} BCA

Chasseurs : SIEGEL Dominique, POIROT Marc-André, NATALI Jean-Luc, GARRE Didier, LAROCHE Pierre, COMBAZ Bernard, VABOIS Gérard, BRUNO Richard, GENSBURGER Vincent, Caporal BERGER Patrick, Caporal-Chef CAPLIN Raymond, Chasseurs : GUIMARD Jean, CHARLIER Jean-Pierre, ROUX Hugues, CECCON Alain, 2^{ème} classes : OLIVO Frédéric, BUISSON Claude, ROUSSET François, GALLO Gilbert, CHOISSET Daniel, 1^{ère} classes : RUATES Jean-Louis, CHAVANNE Jean-Pierre, PONCET Jean-Louis, JACQUEMIER Gilbert, SOCQUET Jean-Louis, CHARET Guy, 2^{ème} classe LECLERE Christian, Caporal DUBOIS Patrick, 2^{ème} classes : COSTA Serge, MARTINET Xavier, PETAT Daniel, BOREL Robert, MESNIL Alain, JAMBON André, FRANCOIS Roger, FLORES Michel, MOUSSIER Michel, MAXIT Noël, BAUTHIER Thierry, PRAS Robert, 1^{ère} classe PERREAU Jean-Marie, Caporal-chef FAURE Olivier, Caporal CLEMENT Daniel, 1^{ère} classe TRICHES Georges.

CIN BREST

ANDRE Jean-Claude, FAURE Raymond, JULIA Gilbert, DAUDEL Christian, MONSEC Pierre, BONDOUX Gérard, DEREDEC Jean-Yves, BEN, BRODIER, LESCELLEUR Alain, NOYALET Jean-Pierre.

TOULON

HAO LIEN CHING Bruno DFL 03.11.74

LETTRE DE J.-P. TERNON, SIGNATAIRE SANCTIONNE

(Ils disent : « Vous verrez du pays ». C'est vrai. Me voilà en route du joli pays sarrois vers l'attrayant Périgord. Et hier, j'étais encore en pleine Champagne (à Mourmelon) !

La cause de ma mutation est bien sûr ma signature de l'appel des 100 soldats. En prime, je me vois attribuer 30 jours d'arrêts de rigueur et je suis « cassé » de mon grade de caporal (ce qui est considéré à la caserne comme le canular de l'année).

J'ai pu lire le rapport d'accusation. Il me fait endosser :

— la signature du texte

— l'invitation à faire signer mes camarades

— la parution de deux tracts dans la caserne au cours de l'année.

Mais il reconnaît explicitement que les deux derniers faits ne sont que des présomptions, basées sur mon activité antérieure au « service national », c'est à dire en fait sur mon fichier politique...

Il est bien évident que le principal soutien que je demande est politique, au sens large du terme. Dénonciation-explication de ce qui m'arrive et du pourquoi, propagation de pétitions, etc.

L'affaire NORMANDIE

PARIS 28 JUIN 74

LETTRE DU MAIRE DU HAVRE

AU MINISTRE DE LA DEFENSE

M. André Duroméa, député-maire du Havre, vient d'adresser au ministre de la Défense la lettre suivante qu'il nous prie d'insérer :

M. le Ministre,

J'ai été saisi de la situation d'un jeune homme du Havre actuellement militaire au 5^e Régiment de chasseurs de Périgueux et qui, outre sa mutation de Saarebourg, a été cassé de son grade de caporal et condamné à trente jours d'arrêts pour avoir signé l'appel dit « Des Cent soldats ».

Des mesures disciplinaires semblables frapperaient les jeunes militaires qui, au moment des élections présidentielles, ont affirmé le principe auquel je suis fermement attaché et selon lequel le soldat reste un citoyen à part entière et doit, de ce fait, pouvoir exprimer librement ses convictions politiques.

C'est d'ailleurs la signification profonde du Programme commun de gouvernement de la gauche qui stipule : « Un statut démocratique du soldat et des cadres sera adopté. Les militaires pourront recevoir librement les journaux et périodiques de leur choix... »

Il est donc temps de mettre un terme aux discriminations qui frappent des hommes pour leurs opinions politiques et qui contribuent à séparer l'armée de la Nation.

Par ailleurs, comment sera-ce possible à ces jeunes hommes d'exercer le droit de vote qu'ils viennent d'obtenir s'ils ne sont pas en mesure de s'informer, de lire notamment la presse démocratique et de s'exprimer ?

Je vous demanderais, en conséquence, M. le Ministre, de bien vouloir mettre un terme aux peines dont sont victimes ces jeunes gens.

Je vous prie de croire, etc.

André DUROMÉA, Député-maire du Havre, Vice-président du Conseil général de la Seine-Maritime

LE S.N.E.S. PREND POSITION

A propose des brimades et des sanctions arbitraires (mutations, arrêts de rigueur, mise au secret) qui viennent de frapper des soldats du contingent, notamment les signataires d'un « Manifeste » adressé aux candidats à l'élection présidentielle pour réclamer une réforme du service militaire :

— Le Conseil national du S.N.E.S. réuni le 20 juin 1974, s'associe pleinement à la protestation publiée le 10 mai par la F.E.N. qui a réaffirmé à cette occasion l'exigence « d'une réforme démocratique du service national comportant en particulier le libre choix de la date d'incorporation entre 18 et 24 ans, la démocratisation de la vie militaire, la liberté d'information

et d'expression ».

Estimant légitime l'exigence présentée par les soldats du contingent d'obtenir la reconnaissance des droits démocratiques et rappelant la revendication d'un statut démocratique du soldat formulée par le congrès d'avril 1973, du S.N.E.S.





postes :

30 avril 74 : Alvaro Cunhal (à gauche) et Mario Soares

PREMIERE GREVE NATIONALE DEPUIS UN DEMI-SIECLE

Interview d'un travailleur de Lisbonne, membre de la commission pro-syndicale et du comité central de grève

►► Question : Quel était le climat dans les postes au lendemain du 25 avril ?

Reponse : Avant le 25, il y avait un climat permanent de contestation... Déjà en novembre 73, il y avait eu une petite grève qui montrait cet esprit de combativité. C'est à cause des conditions de travail et de salaire que tout a commencé. Le salaire moyen était de 2000 à 3000 escudos. Sur 35000 personnes, 21000 gagnent entre 2000 et 7000 escudos (soit entre 400 Frs et 1400 Frs). La vie avait augmenté mais les salaires étaient restés au même niveau. Aussi quand la Junta a déclaré qu'il y avait la liberté de grève, de réunion et que les libertés démocratiques étaient rétablies, la combativité qui jusque là était restée contenue a éclaté. Dans un premier temps, nous avons commencé à construire le syndicat. Le 5 mai à Lisbonne, s'est tenue une réunion de 1000 travailleurs des postes de tout le pays où ont été proposé un certain nombre de travailleurs afin de composer la première commission provisoire « pro-syndicale ».

Parallèlement dans chaque centre du pays, des délégués sont élus dans les Assemblées Générales, et au cours d'une coordination les délégués élisent 24 autres personnes qui sont jointes à la première liste. Cette liste est alors envoyée dans tout le pays pour être ou non ratifiée : sa représentativité est alors confirmée, après une première épuration.

Après cela nous avons commencé à mettre sur pieds notre cahier de revendications... et les conversations avec le gouvernement ont commencé. C'est rapidement l'impasse, les travailleurs, leurs délégués repoussent les contre-propositions du gouvernement, nous lançons alors un ultimatum en disant que si le dimanche 16 à minuit nous n'avons pas de réponse positive, nous partirions en grève.

Et au cours d'une Assemblée Générale avec les délégués des CTT, les travailleurs donnent alors mandat à la commission d'organiser la grève dès que l'ultimatum

expire. Nous démarrons donc lundi 17 à 0 H.

Nos revendications principales sont :

- 6000 escudos minimum
- 35 H tout de suite
- un mois de vacances payés à 100 %
- heures supplémentaires payées à 200 %
- révision des niveaux de classification.

Voilà donc sur quoi démarre cette première grève nationale depuis un demi-siècle !

►► Q. : Quel type d'organisation vous êtes-vous donné pour que cette grève nationale de 35000 personnes soit menée de la manière la plus démocratique ?

R. : D'abord il faut dire, contrairement à ce qui a été écrit, que la grève a été très massive. Seule une petite partie du personnel des télécommunications n'a pas suivi ; d'ailleurs, il s'agissait de personnes essentiellement liées au régime antérieur !

Notre souci premier a bien été d'organiser de manière démocratique cette grève, tout comme nous avions d'ailleurs commencé.

Nous avons donc mis en place un comité central de grève d'environ 7 personnes, composé de membres de la commission pro-syndicale. Ce comité se subdivise lui-même en deux sous-comités : un s'occupe des problèmes économiques c'est-à-dire élaboration du cahier de revendications, étude des contre-propositions du gouvernement, de la politique de rentabilisation des CTT, et aussi bien sûr de tous les problèmes financiers de la grève.

Un comité dit « politique » qui a pour rôle essentiel d'assurer la propagande, la popularisation, les rapports avec la presse.

Mais ce n'est pas à 7 qu'on peut diriger une grève et on a donc mis en place une série de commissions aux fonctions diverses :

- commission « communications entre les services »
- comités de grève et piquets
- secrétariat
- brigades mobiles : là, il faut détailler : on avait prévu 21 trajets et chaque équipe était composée de 2 groupes de 4 voitures chacun
- fournitures pour la grève
- assistances médicales et sociales
- information et propagande qui se subdivisent en d'autres sous-commissions.

Et donc, nuit et jour, les locaux sont occupés par un roulement entre les différentes sections.

►► Q. : La grève a pris d'emblée le sens d'un affrontement central avec le pouvoir et a été immédiatement condamnée par le PCP, le PSP, l'Intersyndicale... seuls les groupes révolutionnaires et le MES ont soutenu votre lutte. Pour les postiers, quel a été le sens de votre lutte ?

R. : Quand elle a démarré, pour la majeure partie des grévistes, c'était une grève démocratique, mais nous étions conscients

de son sens politique, et c'est pour cela que nous avons, nous aussi, été clairs dans nos explications : nous avons toujours lié nos revendications « économiques » à celles d'un syndicalisme libre et démocratique. Nous avons expliqué que la satisfaction de nos revendications amènerait automatiquement un meilleur « service public »... et nous considérons que de telles revendications ne sont pas exorbitantes, ne mettent pas en danger l'économie du pays, nous pensons que les capitalistes peuvent payer... D'ailleurs nos revendications sont les mêmes que celles que des milliers de travailleurs avançaient il y a quelques semaines. Je ne peux pas engager l'opinion du comité central de grève sur l'analyse de la situation politique mais on peut dire que les travailleurs des CTT ont très vite vu quelles organisations les soutenaient et ils s'en souviendront pour les prochaines luttes.

Quant aux réactions de la population, à Lisbonne où nous avons fait un très gros travail de popularisation, il y avait des débats permanents avec le public qui était favorable largement. Ailleurs, il y a eu à la fois liaison entre des éléments de droite comme les commerçants de VISEU et la position du PCP et du CDE et MPD qui n'ont pas hésité à organiser des manifestations contre la grève, nous traitant de provocateurs, de fascistes, etc... Au PORO, il y a eu une manifestation contre nous grâce au PCP qui excitait la population contre les grévistes qui occupaient les locaux !

Ce fut un gros problème, malgré nos efforts de popularisation il était difficile de contrer la presse et l'appareil du PCP, d'autant que leur propagande touchait des gens qui sincèrement ont cru ce qui leur était raconté : ce fut rare c'est vrai, mais c'est réel...

►► Q. : L'arrêt brusque de la grève dans la nuit de mercredi 19 à jeudi 20 a surpris tout le monde ; d'autant plus que le communiqué annonçant l'intervention des Forces Armées n'était pas encore public...

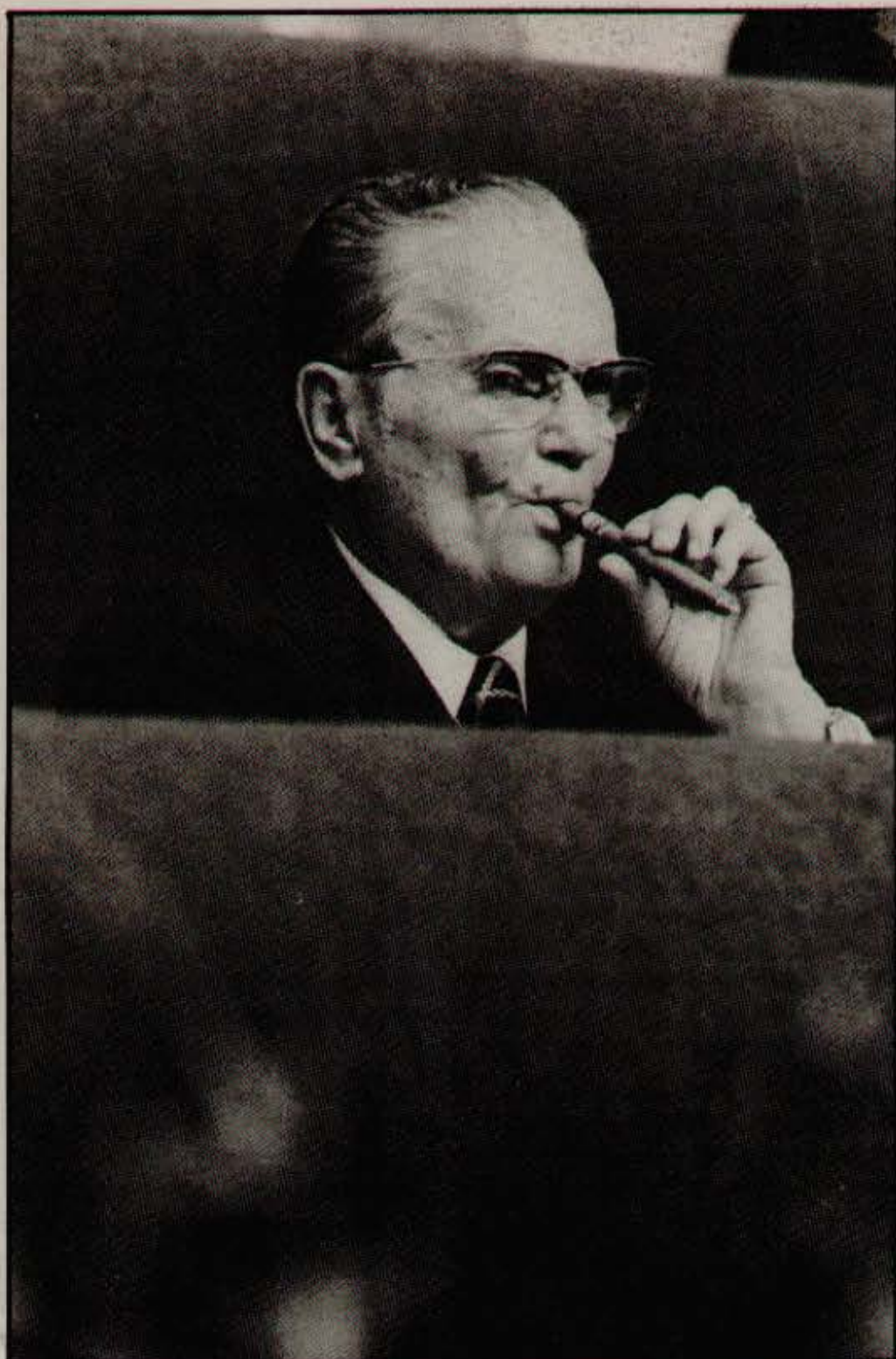
R. : Quand nous avons appris que les Forces Armées étaient prêtes à intervenir et que nous avons également vu les réactions de la population, et qu'en plus aux négociations nous n'avions rien obtenu sinon une miette allant de 80 à 100 escudos, alors nous avons décidé de stopper le mouvement mais de continuer la lutte. Cet arrêt a été décidé démocratiquement par une assemblée de délégués qui a duré toute la nuit ; il y avait environ 260 délégués de Lisbonne et de la région, et quelques uns de province ; les débats ont été très longs et très violents, et le vote qui a eu lieu à 6 H du matin n'a donné qu'une faible majorité à la reprise. Il a donc fallu rentrer mais immédiatement, la preuve a été faite que notre combativité était intacte. Dans leurs lieux de travail, les postiers ont commencé une grève du zèle hier et aujourd'hui, tout du moins à Lisbonne et dans certains services de Porto.

Ailleurs au service téléphonique par exemple, des camarades n'ont pas fait payer les communications, ce qui fut très bien accueilli par la population évidemment.

Maintenant on cherche donc comment continuer à lutter, comment renforcer et créer nos organes de lutte, des syndicats forts, libres et démocratiques. Cette grève du zèle et toute autre forme d'action, c'est important pour que nous ne restions pas sur une impression de défaite.

Lisbonne, le vendredi 21 juin.





Le Maréchal Tito à la présidence du 10ème Congrès de la Ligue des Communistes Yougoslave

Le mardi 25 juin se sont ouverts à Belgrade les procès de plusieurs étudiants de la Faculté de Philosophie, dont Vladimir Palancanin et Ljiljana Mijanovic.

Nous avons déjà parlé dans Rouge du conflit qui depuis des années oppose 8 professeurs de la Faculté de Philosophie de Belgrade à la bureaucratie yougoslave.

Devant les protestations que les poursuites contre les 8 ont provoqué dans les milieux de gauche occidentaux (l'appel publié en annexe en est un exemple) les dirigeants titistes changent leur fusil d'épaule.

Puisque leur renommée protège les professeurs, la répression se tourne donc vers les étudiants, qui non seulement les ont toujours soutenus, mais sont allés plus loin, élaborant un programme politique pour avancer dans la construction d'une société socialiste autogérée véritable.

La résolution que nous publions ci-dessous (tirée d'un dossier publié en Allemagne par l'Osteuropakomitee) est un exemple de cette élaboration. C'est pour l'avoir lu lors d'une assemblée générale d'étudiants que Vladimir Palancanin passe en procès.

La bureaucratie yougoslave espère que cette fois-ci, s'agissant d'étudiants, l'opinion socialiste mondiale ne réagira pas. Nous devons lui prouver le contraire.

RESOLUTION DE L'UNION DES ETUDIANTS DES FACULTES DE PHILOSOPHIE DE BELGRADE, LJUBLJANA ET ZAGREB

Cette résolution a été adoptée lors de la réunion des représentants des comités étudiants de Belgrade, Ljubljana et Zagreb, tenue à Ljubljana les 30 et 31 janvier 1974.

L'ombre de la crise économique, politique et morale des années soixante (à laquelle ont d'abord réagi la classe ouvrière par de nombreuses grèves, puis les étudiants par leur révolte de juin 68) plane encore sur le pays.

Nous, étudiants des Facultés de Philosophie de Belgrade, Ljubljana et Zagreb, considérons qu'il est de notre droit et de notre devoir d'exprimer publiquement les principes sur lesquels

se fonde notre action présente et future.

Nous espérons que cela supprimera les hésitations et réfutera les interprétations malveillantes sur la signification et les buts de notre action.

avancer leur programme contre les classes privilégiées, la crise s'est manifestée à l'intérieur des organes du pouvoir économique et politique les brisant en fractions et en groupes.

Le cours ultérieur de la crise n'est que la lutte interne de ces fractions, une lutte pour leur reconnaissance par les masses, à partir d'une suite d'actions sans principes.

Une fois au bord de la catastrophe, la crise s'est apparemment résolue par des purges de la scène politique.

II

Lorsque la classe ouvrière, les masses semi-prolétariées et la partie de l'intelligentsia et de la jeunesse qui soutiennent le socialisme n'ont pas pu poser leurs propres revendications et

III

Bien que la Ligue des Communistes ait :

— proclamé l'autogestion ouvrière en 1950

— tracé le chemin ultérieur du développement des rapports socialistes (programme du 8^e congrès)

— initié et dirigé la réforme constitutionnelle

— initié le congrès de l'autogestion, etc...

Nous voyons :

— que les questions centrales de notre société sont loin d'être résolues

— que la classe ouvrière n'a toujours pas d'influence décisive dans la sphère économique et politique

— que le pouvoir social est concentré dans les mains d'une élite économique et politique

— que la distribution des revenus se fait — malgré les principes proclamés — selon le capital et non le travail ; par suite de l'intervention du marché.

— que les différences sociales croissent constamment et représentent le plus haut danger pour les acquis de la révolution.

— que le chômage a cru dans des proportions catastrophiques, forçant nos ouvriers à vendre leur force de travail sur le marché capitaliste.

— que le monopole du pouvoir économique entraîne le monopole de l'information, de l'éducation, de la science et de la culture.

— que la critique marxiste des contradictions sociales est étouffée

— que la liberté de création dépend de l'approbation des organes politiques

— que les moyens d'information, loin de contribuer à créer une opinion publique libre, sont dirigés dans l'intérêt de la politique du jour.

— que l'enseignement supérieur conduit d'une part à la formation de cadres technocrates (suivant le modèle occidental) et d'autre part à la reconstitution d'organismes bureaucratiques.

IV

Ces questions centrales non résolues ont empêché la constitution d'un front socialiste, nécessaire à la transformation radicale de la société.

Le marxisme, élément décisif pour la conscience de classe du prolétariat et la continuité véritable de la révolution vers la libération totale de l'homme, ne s'est pas, dans ces conditions, développé dans la pratique.

Cela explique les conflits entre le pouvoir politique central et les tenants de la théorie critique marxiste du socialisme autogéré.

Le cas le plus éclatant d'une telle situation est la soi-disant affaire des 8 professeurs de la Faculté de Philosophie de Belgrade. En menaçant l'autonomie d'existence du marxisme créateur, la bureaucratie et ses alliés font encore un pas pour écraser dans l'œuf l'alternative communiste.

Nous condamnons toute politique qui menace la voie socialiste de la Yougoslavie. Dans ce sens, nous signalons le danger que constitue pour le développement socialiste du pays l'application de critères politiques aux domaines de la création (cf. la campagne contre la « vague noire » dans l'art par exemple).

V

Nous sommes pour :

— un socialisme autogéré dans lequel le prolétariat par la démocratie ouvrière détruit résolument toutes les formes d'exploitation, de monopole et de privilège.

— le renforcement du front de toutes les forces socialistes se réclamant du socialisme et l'affirmation de ce front comme sujet de la réalisation des objectifs de la révolution socialiste.

— la restitution du rôle dirigeant de la théorie marxiste.

— la liberté de création dans le domaine de la science et de la culture en tant que fondement préalable à une orientation clairement socialiste ; car cela est primordial dans la construction finale et sans compromis du socialisme autogéré.

VI

Par cette résolution nous mandats la direction de l'Union des Etudiants des Facultés de Philosophie de Belgrade, Ljubljana et Zagreb à y conformer leur action dans l'intérêt d'un engagement authentiquement socialiste des étudiants de ces facultés.

APPEL CONTRE LA REPRESSION A L'UNIVERSITE DE BELGRADE circulant internationalement aujourd'hui.

A l'heure actuelle, huit enseignants de la Faculté de Philosophie de Belgrade (Mihailo Markovic, Ljuba Tadic, Miladin Zivotic, Trivo Indjic, Nebojsa Popov, Sveja Stojanovic, Zaga Pesic-Golubovic et Dragoljub Micunovic) sont accusés par la Ligue des Communistes de Serbie d'être contre le socialisme et sont menacés d'expulsion de l'Université.

Bref, on veut les réduire au silence, en leur ôtant leur seul moyen de subsistance. Mais il ne s'agit pas seulement d'une répression contre les professeurs. De nombreux étudiants qui ont, inspirés par le mouvement de juin 68 (considéré par le pouvoir comme justifié), continué la lutte pour le socialisme, furent jugés pour « activité hostile », et condamnés à des peines de prison : Vladimir Mijanovic, Danilo Udovicki et Lazar Stojanovic sont toujours en prison.

Les étudiants des trois facultés de philosophie (Belgrade, Ljubljana et Zagreb) sont unis dans leur protestation contre la campagne visant l'expulsion des huit professeurs. Le pouvoir a riposté par la condamnation de Dragoljub Ignjatovic, ex-professeur de lycée et écrivain à trois ans et demi de détention à régime sévère, suite à son inculpation pour « activité hostile » - formule magique qui figure dans tous les procès politiques contre des dissidents de gauche. En vérité, Ignjatovic est « coupable » d'avoir participé à l'organisation d'une réunion de philosophes. Plusieurs étudiants ayant soutenu les huit sont inculpés et parmi eux, Palancanin est en prison. La violence et les intimidations que subissent les étudiants vont en s'accroissant.

Evidemment, le pouvoir ne disposant pas de moyens légaux pour la poursuite des Huit, frappe d'abord ceux qui les soutiennent avec l'intention d'exercer une pression psychologique contre les Huit. Les accusations contre les Huit se basent sur des appréciations purement arbitraires de leur activité philosophique, activité qui est d'ailleurs reconnue partout dans le monde comme une contribution importante à la pensée marxiste contemporaine. Le rôle qu'ils ont joué dans la lutte contre le stalinisme est bien connu aux dirigeants du Parti. Leur critique de la société yougoslave (considérée comme hostile) est basée sur le programme de la LCU et dénonce justement les abus de ce programme. Enfin, les Huit et les étudiants sont des marxistes, des communistes convaincus : leur activité n'est pas hostile : leur activité c'est la lutte pour le socialisme en Yougoslavie ! Il s'agit de la liberté, de la survie de la pensée progressiste, libre et critique dans un pays qui offre toujours des possibilités pour le mouvement démocratique.

Cependant, les mesures répressives n'ont pas réussi à étouffer la contestation étudiante et la pensée des 8 en Yougoslavie. Mais cela peut bien survenir si l'opinion publique mondiale ne réagit pas contre la répression et la violence dans un pays qui représentait un espoir pour tous.

Nous, intellectuels socialistes soussignés, demandons la liberté pour les étudiants emprisonnés et la cessation de la campagne contre les 8.



Boccon-Gibrod

« nous ne sommes pas des héros »

1 milliard d'anciens francs vaporisé en fumée par Périer-Gini, 300 millions en annonces radio par Europe 1, 60.000 spectateurs en 7 concerts, plus de 30 briques léguées à une « charité », 2380 cannettes de bière descendues par l'équipe de Pink Floyd, c'est en chiffres l'histoire de la tournée française du groupe, qui ne se compte pas seulement en chiffres.

Mais trop de chiffres tout de même au gré des zozos de la grande presse bien pensante de gauche (Nouvel Obs, P.H., Quotidien de Paris, Charlie-Hebdo) qui ont fait semblant de découvrir que le rock et le commerce étaient liés, indissolublement liés, et que l'autre ne vit que par l'un.

Les enfonceurs patentés de portes ouvertes, les enculeurs de petits animaux se sont retrouvés pour couvrir d'opprobre Pink Floyd, le groupe à la réputation d'acier, les ascètes du rock n'roll, qui avaient accepté de servir de marche-pied à un limonadier.

La colère est grande en Landernau. Parce que pour la première fois ces liens, qui ont existé depuis le début entre le rock et l'argent, sont mis avec grossièreté au premier rang. Et curieusement par ce groupe qui attirait sur lui tout le respect accordé d'habitude aux musiciens « sérieux », qui cadrait le plus mal avec le star-system inhérent à la pop music, le groupe sans histoires, dont la musique était aussi bien consommée par les cadres beats qui se veulent à l'avant-garde que par les loulous les plus planants.

Cette presse de gauche qui avait autrefois encensé Pink Floyd trempe aujourd'hui la plume dans un vitriol rancé pour le charger de tous les péchés du monde. Que se passe-t-il ? La musique est-elle soudain devenue mauvaise ? Se sont-ils mis soudain des paillettes sur la gueule ou une plume dans le cul ? Non. De la musique il n'est plus question. Seul est important pour ces critiques le pacte signé avec le diable capitaliste. Jamais ces gardiens de l'art n'avaient souligné ses attaches évidentes avec le business. « Le rock n'a jamais été un art pris en charge et exploité par Wall Street, pas plus qu'une entreprise commerciale qui aurait soudain tourné en art (comme le lait tourne en beurre), mais très exactement les deux à la fois ». Il a fallu que ce soient des artistes qui en fassent l'expérience à leurs dépens, et le disent ensuite avec force pour que ces minables se jettent dessus et prennent à leur compte ce que les autres ont trouvé pour eux. Le Nouvel Observateur a-t-il jamais parlé de ça auparavant ? Non, il se contentait de consacrer deux pages à une fanfare des Beaux-Arts, excellente au demeurant, pour arriver à la conclusion qu'elle était infiniment plus subversive que les Rolling Stones.

Où sont donc les marchands d'illusion ? Sur la scène, entourés de leur fumée, ou dans les salles de rédaction des dévoileurs de vérité.

Aucune des tournées de grands groupes ne peut se faire sans le soutien d'entreprises commerciales qui se jettent là-dessus pour augmenter leur impact sur un public qui les intéresse. Ça peut être une radio (RTL dans le cas des Stones), des journaux, des marques d'instruments de musique. Dans le cas présent, Gini a offert un nombre respectable de millions à Pink Floyd pour avoir sa photo sur des affiches. Il est toujours amusant de dérober de l'argent, beaucoup d'argent, à des trusts. Le groupe n'avait cependant aucune idée de l'énormité et de la débilité de la campagne que Gini allait orchestrer autour de lui.

Qu'aliénaient-ils dans cette opération ? Leurs gueules, leurs corps, ou la crédibilité de leur image de « saints » du rock n'roll ? Ou leur musique ?

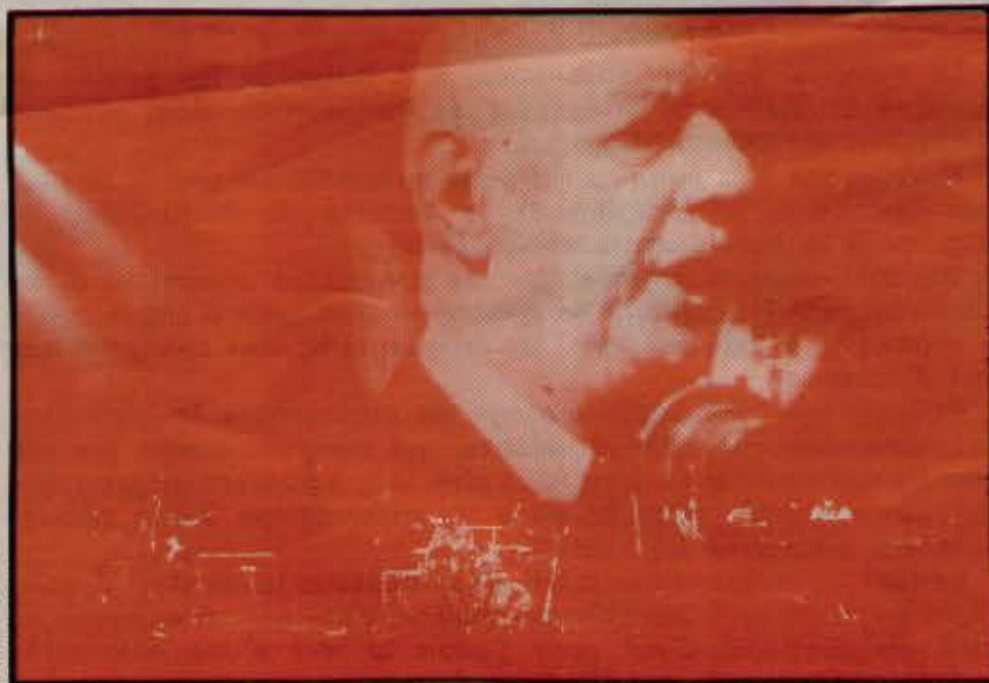
Water-Gilmour-Mason : Nous avons fait une connerie, nous avons été légers, irresponsables. Nous n'avons pas discuté un quart d'heure avant de signer ce contrat grotesque. C'était pour nous une bonne occasion de piquer de l'argent à un trust que nous croyions plus bête que nous. Nous pensions qu'ils achetaient des millions l'autorisation de mettre leur nom sur nos affiches. En fait, ils achetaient quelques millions l'impact que nous pouvions avoir sur une masse importante de jeunes, nos gueules, et ce que nous produisons, notre musique, pour vendre une camelote gazeuse.

Question : C'est peut-être grave pour l'image un peu marginale que vous offriez dans le rock. Une relative indépendance vis à vis de l'idéologie du star system, l'incapacité de l'industrie du spectacle à vous présenter comme clowns de la société.

R. : Eh bien c'est tant mieux que ça démystifie notre image ici en France. On nous présentait comme des saints sur un piédestal, à la limite des gens qui vivaient de musique et d'eau fraîche. Un groupe ce n'est pas ça. Ça fait vivre des dizaines de personnes. Ceux qui sont sur le devant de la scène, nous quatre, nous pouvons être mesquins, hargneux, bêtes (la preuve). Nous ne pensons pas les mêmes choses sur la vie, la politique, l'argent. Les gens cherchaient en nous des exemples, des modèles de vie. Eh bien, cette histoire Gini a prouvé une chose, c'est que nous ne sommes pas des maîtres à penser, et avec nous aucune rock star.

Il y a chez nous aussi de l'égoïsme, de la voracité.

Si nous sommes sur une scène, ce n'est pas parce que nous avons de très hauts



Boccon-Gibrod

standards moraux, mais parce que nous faisons de la musique. L'intérêt au moins de cette farce ridicule de Gini c'est qu'elle nous débarrasse de cette image déformée que les gens avaient de nous.

Q. : Pour la remplacer par une autre image tout aussi déformée de pantins manipulés par les trusts.

R. : A la limite, nous préférons ça. Le rock en tant qu'industrie est manipulé par les trusts. Ce que nous avons fait là, c'est un point de non retour. L'effet le plus important c'est que le public aura une meilleure connaissance de ce qu'est un artiste. Nous ne sommes pas des leaders, nous ne sommes pas des héros. Que les gens fassent la même réflexion sur les autres rock stars que celle qu'ils ont faite sur nous. A ce moment-là, ils pourront mieux entendre la musique. La leçon que nous avons reçue, qu'ils en tirent aussi leur profit.

L'intégralité du bénéfice de la tournée reste en France. Non pas que cet argent pour eux sente mauvais. Il n'est pas le leur tout simplement.

Cette folie, ils l'ont payée de nombreuses et féroces escarmouches avec Gini, arrachages de posters dans les salles de spectacle, bombages nocturnes des bus Gini-Pink Floyd, port ostensible de tee-shirts Guinness sur scène, à tel point que Gini a cru devoir brandir la menace d'un procès devant une aussi évidente mauvaise volonté.

Les concerts ont été aussi beaux que toujours. Les flonflons de la limonade se sont arrêtés au bord de la scène. Leur

musique, moins préparée qu'à l'accoutumée, s'est affirmée encore plus chaleureuse. Malgré l'énorme barrage de la sono, une étonnante communication avec le public, le contraire du côté assommant (au sens propre) que peuvent avoir les groupes de hard rock, et bien loin aussi du théâtre sophistiqué et passionnant des Stones. Aux antipodes aussi des groupes comme Yes ou ELP qui font du decorum sur scène quelque chose qui s'approche dangereusement de l'opérette bien française, du Prince de Madrid ou de la Veuve Joyeuse. Pas de stucs cette fois, pas de jeux subtils avec la salle.

Ce qui est scène, c'est l'aliénation, le découpage capitaliste du temps, l'argent, les politiciens (« Dark Side of the Moon »). Il est tout de même plaisant de voir des dizaines de milliers de personnes hurler d'une haine salubre lorsque s'étalent sur l'écran les trognes de Nixon, de Gaulle ou Giscard. Et lorsque s'éteignent les mots de « Brain Damage », cette chanson si belle et si pleine sur la folie, il fait bon se rappeler que l'argent de la tournée va à trois institutions, hôpitaux, écoles, où l'on « soigne » les enfants « fous », bien sûr sans le soutien du gouvernement, car la « folie » des enfants n'a pas de statut officiel dans cette société : elle n'existe pas.

Maud Mannoni, le Pr Duché et F. Deligny récupéreront donc l'argent de Gini. C'est la seule réponse à la phrase inscrite sur les tee-shirts de toute l'équipe du groupe : « Qu'est-ce que je fais ici ? ».

Eugène VINCENT